

Tendances lait et viande

La lettre de conjoncture - cne - Institut de l'Élevage (peb)

Consultable sur le site web de l'Institut de l'Élevage : www.idele.fr

Novembre 2018

Numéro 295

Rédaction achevée le 19 novembre 2018

REGARDS
sur les
MARCHÉS

viande bovine

Jeunes bovins

*France, le marché reste encombré
Europe, vers un allègement du marché*

Femelles

*France, les abattages dynamiques continuent de peser sur les cours
Europe, toujours plus de réformes laitières sur le marché*

Maigre

Disponibilités réduites pour l'export

Veaux de boucherie, pas d'éclaircie sur les prix

Veaux nourrissons, un marché extrêmement lourd et perturbé

lait de vache

- Collecte laitière : en recul dans l'UE 28
- Collecte mondiale : hausse de production dans les principaux bassins laitiers
- Marchés des produits laitiers : état globalement stationnaire

viande ovine

- France : un marché compliqué, notamment pour l'agneau « standard »
- Royaume-Uni : des perspectives encore incertaines pour 2019

lait de chèvre

- La croissance de la collecte marque le pas
- Le prix du lait plafonne, les charges en élevage progressent

le chiffre du mois

- 15 %

C'est la chute des importations françaises de viande ovine britannique sur les 9 premiers mois de l'année

zoom

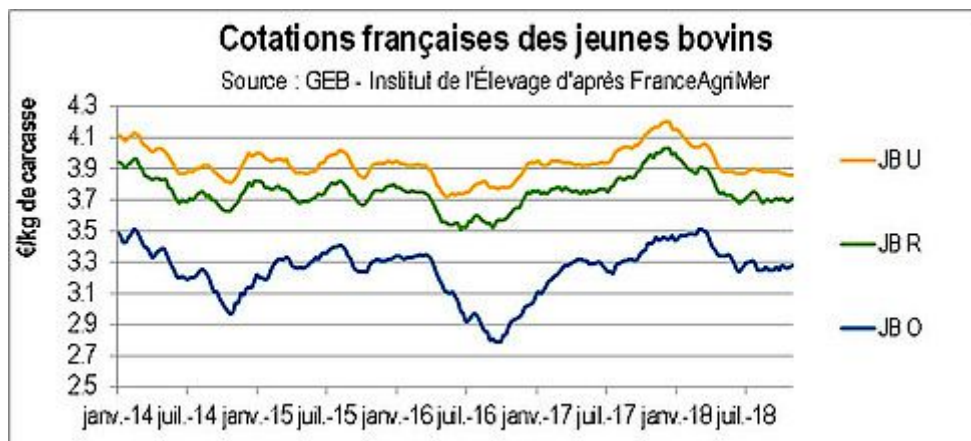
La filière laitière en Nouvelle-Zélande rattrapée par les exigences de la durabilité ?

Jeunes bovins en France : le marché reste encombré

Le marché français du jeune bovin est toujours particulièrement encombré et les prix sont sous pression. Mais les mâles sont moins nombreux dans les classes d'âge plus jeunes et l'engorgement devrait se résorber dans les mois qui viennent. La demande dynamique en Italie et en Allemagne à l'approche des fêtes participera en outre à alléger le marché dès le mois de décembre.

Prix sous pression

Contrairement à ce qui se passe dans les pays voisins, les cours français des jeunes bovins restent au plancher, sous la pression d'un surplus d'offre qui peine à se résorber et d'abattages de vaches laitières en forte hausse. Le JOB U cotait 3,86 €/kg de carcasse début novembre (-7% /2017), le JOB R 3,71 €/kg (-7%) et le JOB O 3,28 €/kg (-4%).



Marché lourd

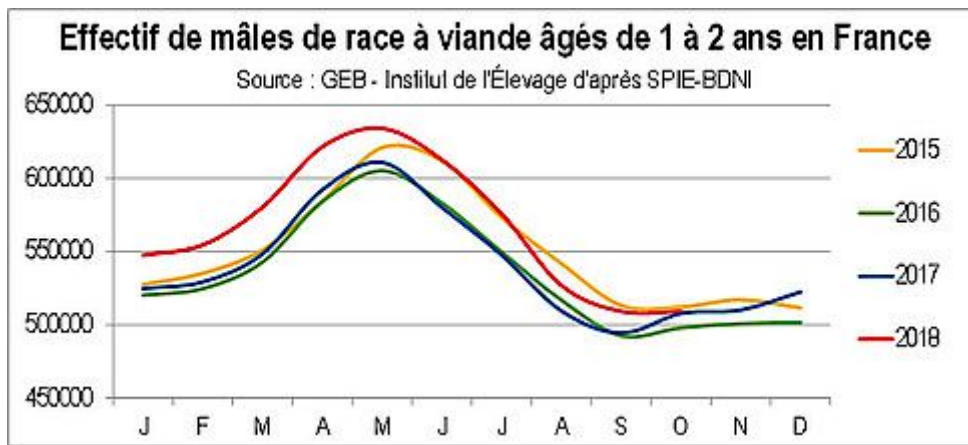
Le nombre de taurillons de type viande abattus sur les 4 semaines allant jusqu'au 10 novembre était en hausse de 6% /2017. La baisse constante des sorties de JOB laitiers (-8% /2017), bien moins nombreux au demeurant, n'empêche pas l'engorgement. En effet, les JOB abattus cette année sont plus âgés et plus lourds, reflétant l'allongement des files d'attente en ferme avant abattage. D'après les données hebdomadaires de Normabev, les JOB de type viande abattus sur les 4 dernières semaines connues étaient plus vieux que l'an dernier de 7 jours et plus lourds de 9 kg éc. Les JOB laitiers étaient quant à eux plus vieux de 3 jours et plus lourds de 6 kg éc.

Vers un allègement du marché en 2019

Dans un premier temps, l'allègement récent des marchés italien et allemand pourrait soulager le marché français dès le mois de décembre (voir article sur les JOB en Europe).

Dans un second temps et dès le début d'année prochaine, le surplus d'offre devrait complètement se résorber en France. Ce surplus provenait en partie de la forte baisse des exportations de JOB vivants vers le pourtour méditerranéen depuis le début d'année (-12 000 têtes exportées sur 12 mois glissants). Les opérateurs français, confrontés à la concurrence accrue des Espagnols et des Sud-américains sur ces marchés, n'ont en outre pas bénéficié comme l'an dernier de l'aide à l'allègement des JOB.

Au 1^{er} octobre, le surplus global en ferme, qui était de l'ordre de 20 000 à 30 000 têtes sur le premier semestre, avait déjà été résorbé : le nombre de mâles de 1 à 2 ans présents dans les exploitations françaises était stable par rapport à 2017, dont +15 000 têtes pour plus vieux (18-24 mois), une partie d'entre eux ayant déjà été abattue en octobre, et -14 000 têtes pour les plus jeunes (12-18 mois). Par ailleurs, la baisse des effectifs en JOB laitiers reste forte (-11% /2017 ou -13 000 mâles de 18 à 24 mois).



Hausse des exportations de viande

Sur les 8 premiers mois de l'année, les exportations françaises de viande bovine ont totalisé 160 000 téc (+4% /2017 et +3% /2016), dont 131 000 téc de viande réfrigérée (+5% /2017 et +4% /2016). La baisse des envois s'est poursuivie vers l'Italie (-2% /2017 à 48 000 téc), où la production nationale était en hausse. En revanche, les ventes ont légèrement progressé vers la Grèce (+1% /2017 à 29 000 téc) et sont restées stables vers l'Allemagne, à 27 000 téc. La forte hausse enregistrée vers la Belgique (+83% à 8 000 téc) proviendrait en partie de bovins belges abattus en France et renvoyés en carcasse en Belgique pour profiter de règles plus souples lors de l'abattage rituel.

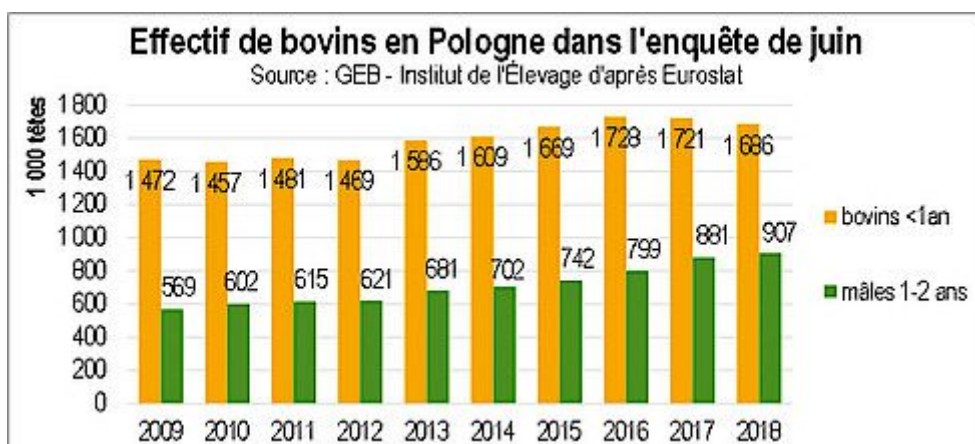
Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

JB en Europe : Vers un allègement du marché

Les effectifs à sortir en Allemagne et en Italie sont plutôt en retrait alors que la demande pour le jeune bovin et la propension à payer sont saisonnièrement en hausse jusqu'aux fêtes de fin d'année. La production polonaise reste dynamique mais pourrait plafonner en 2019.

POLOGNE : Vers un plafonnement de la production en 2019 ?

La hausse quasi-continue de la production polonaise depuis 2004 (elle a quasiment doublé en 13 ans) a fait de la Pologne un acteur majeur sur le marché européen du jeune bovin, concurrençant la France sur ses marchés historiques. Cependant, cette production devrait plafonner en 2019 d'après les récentes prévisions de l'Institut polonais d'économie agraire IERIGZ. Après un pic au plus haut en 2018 à 1,145 million de tonnes vives (+5% /2017), la production nationale totaliserait 1,135 million de tonnes en 2019 (-0,4% /2018). IERIGZ s'appuie notamment sur les résultats de l'enquête cheptel de juin : le nombre de bovins de moins d'un an y était en recul de 2% par rapport à 2017, à 1,69 million de têtes. Les mâles de 1 à 2 ans restaient plus nombreux (+3% /2017), mais une partie d'entre eux auront été abattus en 2018.

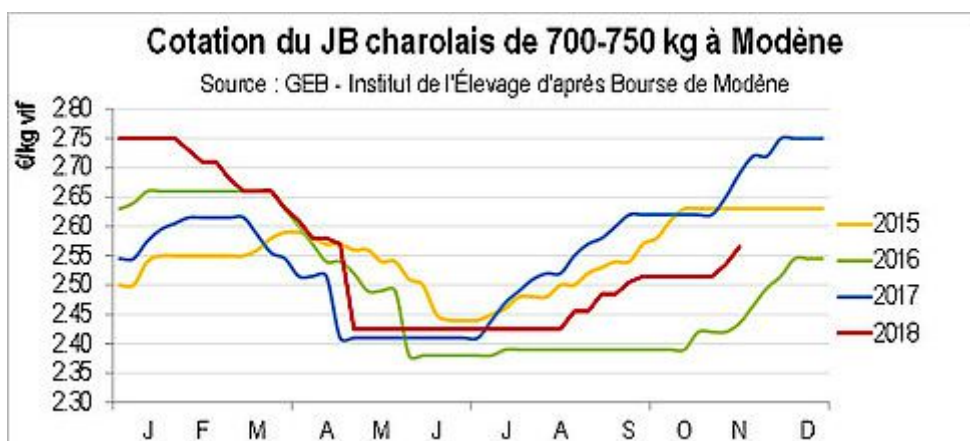


La production abattue de taurillons et génisses a atteint 277 000 téc sur les 8 premiers mois de l'année (+5% /2017 et +20% /2016). En ajoutant les vaches de réforme, la production polonaise est estimée 383 000 téc (+5% /2017 et +15% /2016). 264 000 téc de viande bovine réfrigérée ou congelée ont été exportées par la Pologne sur les 7 premiers mois de l'année (+5% /2017 et +15% /2016), dont 218 000 téc vers les autres États membres de l'UE (-1% /2017), 26 000 téc vers la Turquie (contre seulement 2 500 téc en 2017) et 21 000 téc vers les autres Pays tiers dont Israël (-32%).

La forte dépréciation de la livre turque depuis l'été fait pression sur les prix polonais. Le JB O cotait 3,22 €/kg de carcasse fin octobre (-4% /2017), contre 3,30 €/kg en moyenne sur le mois d'août (+4% /2017). Une partie des exportations polonaises a probablement été réorientée vers l'UE, mais les données ne sont pas encore disponibles pour confirmer cette hypothèse.

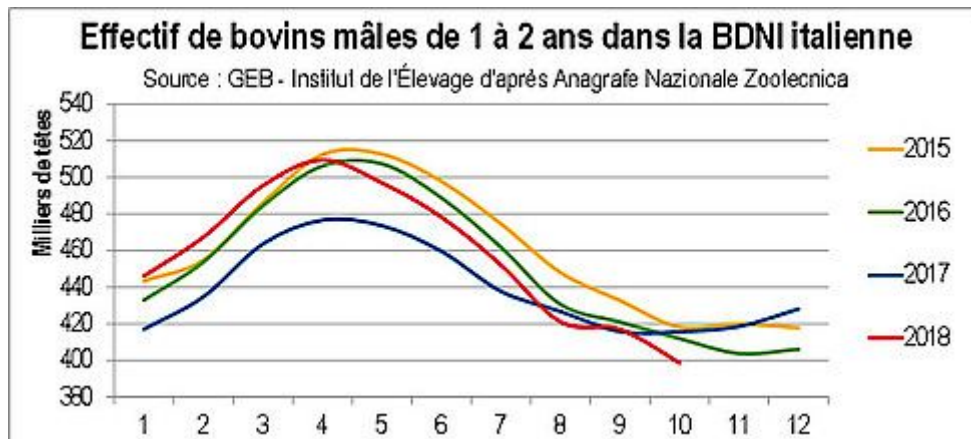
ITALIE : enfin la remontée saisonnière des cours !

En Italie, les cours remontent enfin. La cotation du JB mâle charolais à Modène a gagné 5 centimes en un mois pour atteindre 2,57 €/kg vif le 12 novembre, un niveau intermédiaire entre ceux des deux années précédentes (-6% /2017 et +4% /2016).



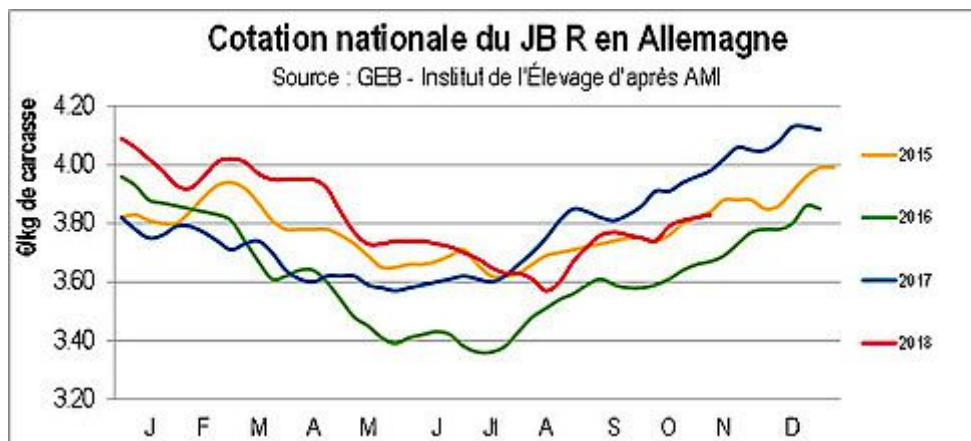
Les sorties ont été moins nombreuses sur la 1^{ère} quinzaine de novembre en raison de mises en place ralenties début mai, la plupart des engraisseurs italiens gardant les bovins 6 mois afin de bénéficier de la prime à l'engraissement. La succession de jours fériés et ponts en France (1^{er} mai, 8 mai et Ascension) avaient en effet freiné les envois de brouards vers la plaine du Pô il y a 6 mois.

A l'approche du mois de décembre et des fêtes de fin d'année, les prix devraient continuer à se redresser, la propension à payer des consommateurs italiens augmentant traditionnellement à cette époque de l'année. En outre, les disponibilités en ateliers d'engraissement sont en net repli, ce qui boostera les prix : au 31 octobre, l'effectif de mâles de 1 à 2 ans était en baisse de 4% /2017 (ou -17 000 têtes) d'après la base de données nationale d'identification, alors qu'ils étaient en nette hausse entre janvier et juillet.



ALLEMAGNE : la baisse de l'offre fait remonter les cours

En Allemagne, après un mois de septembre relativement chargé (+3% /2017 d'après les données hebdomadaires), les abattages de jeunes bovins ont été plutôt en retrait en octobre (-1%), ce qui a fait remonter les cours qui avaient été maintenus sous pression par l'offre abondante tant en JB qu'en vaches de réforme. Les cotations des JB ont gagné 10 centimes en un mois. Celles du JB U et du JB R atteignaient respectivement 3,90 € et 3,83 €/kg de carcasse fin octobre (-4% /2017 mais +4% /2016), celle du JB O 3,51 € (-4% /2017 et +6% /2016).



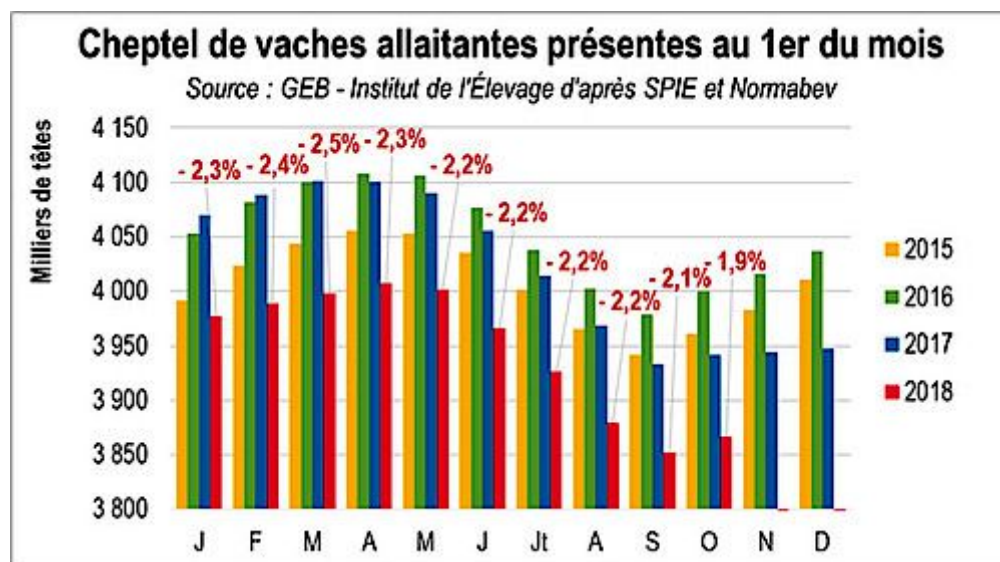
Les experts allemands prévoient une belle remontée des cours jusqu'à fin décembre, en raison d'une offre limitée en jeunes bovins alors que la demande s'oriente à cette période vers les pièces nobles en viande de JB à l'approche des fêtes de fin d'année.

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

Femelles en France : les abattages dynamiques continuent de peser sur les cours

Les abattages élevés de réformes laitières en France, comme dans le reste de l'Europe, continuent de peser sur les cours. Mises à part les meilleures conformations, les cours sont désormais bien inférieurs à ceux de 2017.

Le rythme de décapitalisation du cheptel allaitant s'est récemment réduit. En effet, si le cheptel de vaches allaitantes était en recul de 75 000 têtes au 1^{er} octobre, le rythme diminue désormais (-1,9% /2017 au 1^{er} octobre contre -2,1% au 1^{er} septembre et -2,2% les quatre précédents mois).



Après la phase de sécheresse estivale, les élevages allaitants ont pu bénéficier d'un automne un peu plus clément pour la période de pâturage. De plus, les cours moroses et l'engorgement du marché par les femelles laitières n'ont certainement incité ni les éleveurs ni les abatteurs à procéder à des transactions sur les marchés.

Cette réduction du rythme de décapitalisation au mois de septembre trouve également une partie de son explication dans l'intégration supplémentaire de primipares dans le troupeau de vaches allaitantes par rapport au même mois de 2017 (+7 500 génisses, soit +10% /2017).

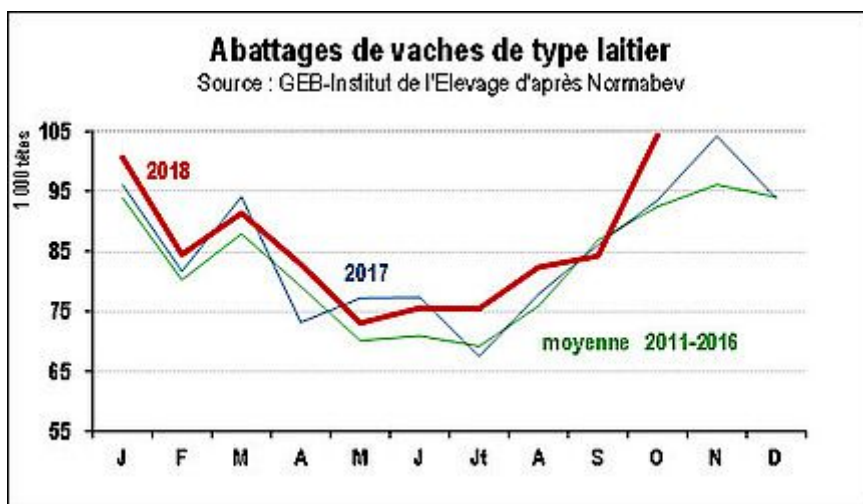
Mais les fortes chaleurs et le manque d'eau pendant la saison estivale ont induit des rendements en maïs ensilage hétérogènes et globalement très moyens. Les ensilages, parfois démarrés très tôt cette année (dès le mois de juillet dans l'Est de la France), sont de qualité altérée. La faiblesse des stocks fourragers pourraient pousser les éleveurs vers des taux de réforme à nouveau plus élevés dans les semaines et mois à venir.

En attendant, d'après les données de Normabev, les abattages hebdomadaires de vaches de type viande reculent sur 7 des 8 dernières semaines connues. En cumul sur les semaines 38 à 45, les abattages ont donc diminué de 2 700 têtes (soit -2% /2017). Sur les 10 premiers mois de l'année, ils ont néanmoins été dynamiques à près de 670 000 têtes (+3% /2017 ; +8% /2016).

L'afflux de réformes laitières ne se tarit pas

Le manque de fourrages en France, notamment dans le Centre et le Nord-Est, a continué d'avoir des effets importants sur le taux de réforme en élevage laitier. Les abattages de vaches laitières sont à nouveau très dynamiques après une campagne de récolte de maïs moyenne, surtout en qualité, qui ne compense pas les pertes de l'été. En octobre, le nombre de réformes laitières a logiquement bondi de 12% /2017, avec presque 11 000 têtes de plus abattues par rapport au même mois de l'année précédente. Cumulés sur les 10 premiers mois de l'année, les abattages ont progressé (+3,6% /2017 à 855 000 vaches abattues). Ils dépassent ainsi légèrement l'effectif très élevé abattu il y a deux ans (+0,5% /2016).

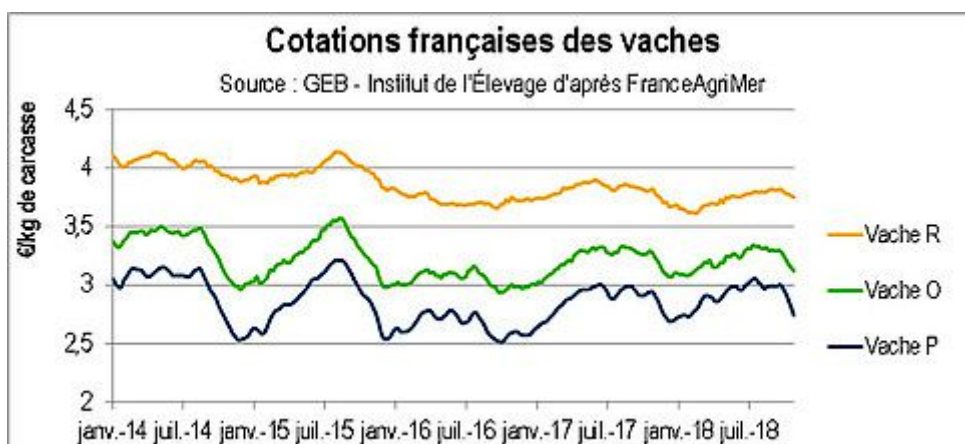
En 2018, la décapitalisation laitière est désormais marquée dans le Massif central et l'Est, où les effets de la sécheresse et du manque de fourrages se sont ajoutés aux dynamiques de baisse structurelle du cheptel depuis la fin des quotas.



L'afflux de réformes laitières sur les marchés français et européens fait pression sur les cours

Si les abattages de vaches allaitantes sont en léger retrait, la disponibilité de réformes laitières en France comme un peu partout en Europe, pèse sur les cours de l'ensemble des femelles. Face à cet afflux de vaches laitières, les cotations des vaches O et P poursuivent leur baisse et sont désormais sensiblement inférieures à celles de 2017 (respectivement 3,12 et 2,74 €/kg de carcasse en semaine 44, soit -5% et -7% /2017). Les cours ont diminué de 14 et 23 centimes sur les quatre dernières semaines.

Même constat pour les vaches mieux conformées. Le cours de la vache R s'est déprécié de 5 centimes en 4 semaines (3,75 €/kg en semaine 44, soit -1% /2017). Seule la cotation des vaches U, destinées à des marchés plus qualitatifs, résiste. A 4,45 €/kg éc en semaine 44, elle a progressé de 5 centimes sur les quatre dernières semaines, mais reste néanmoins en dessous de son niveau de l'année dernière (-1% /2017).



La consommation soutenue par la progression du haché frais et de la RHD

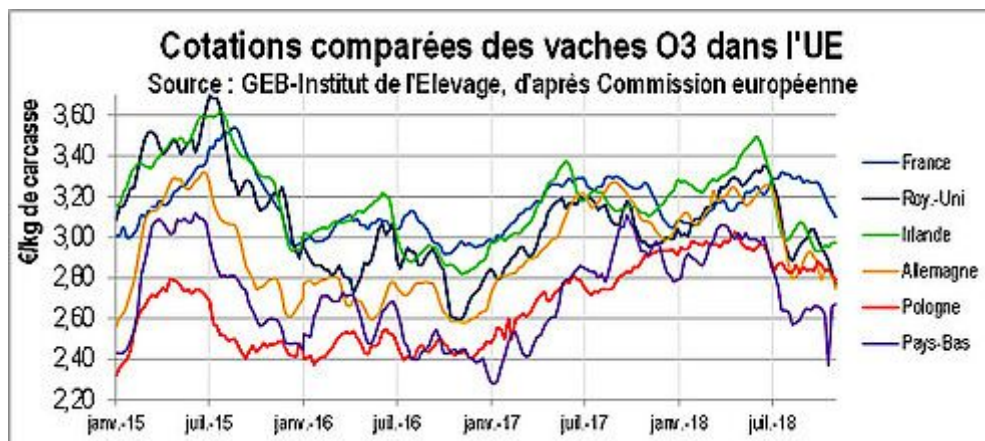
Sur la période P10 finissant le 7 octobre 2018, les achats de viande bovine des ménages rebaissent en volume (-2,4% /2017), comme en valeur (-1,7% /2017), d'après le panel Kantar. En cumul depuis le début de l'année, la consommation de viande bovine des ménages estimée par panel a reculé en volume et en valeur (respectivement -2,6% et -2,0% /2017). Sur la dernière période, les achats de viande bovine résistent mieux que ceux des autres viandes grâce à la viande hachée pur bœuf (+10% /2017). Depuis le début de l'année, les ventes de haché pur bœuf ont toutefois progressé plus modestement en volume (+1,4% /2017) comme en valeur (+3,3% /2017).

Si la consommation calculée par bilan par le SSP enregistre une petite baisse au mois d'août, probablement en raison de la canicule, son évolution reste positive. Sur les huit premiers mois de l'année, elle a progressé de 2% /2017, soutenue notamment par le dynamisme de la restauration hors domicile.

Femelles en Europe : toujours plus de réformes laitières sur le marché

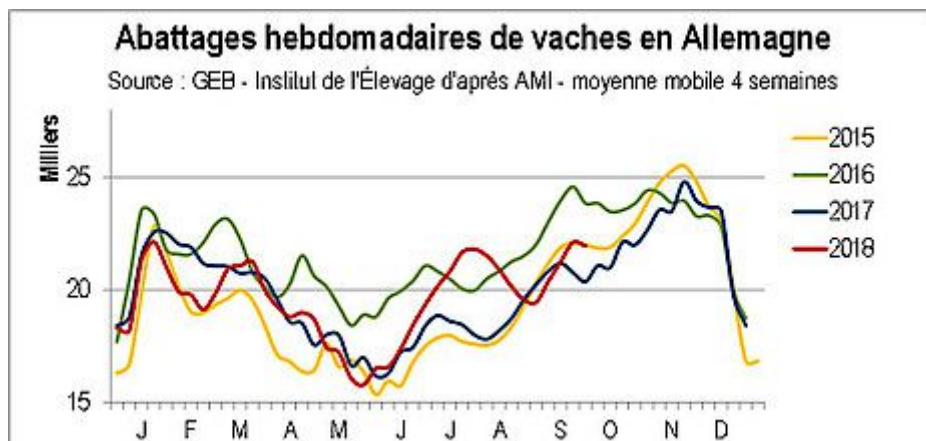
Les effets de la sécheresse continuent de se faire sentir. Le nombre d'abattages de vaches laitières progresse un peu partout en Europe, mettant les cours toujours plus sous pression.

Les effets de la sécheresse estivale sont encore bien présents sur le marché européen de la réforme laitière. La cotation européenne de la vache O connaît une baisse à nouveau marquée. A 2,81 €/kg éc début novembre, elle a perdu 6 centimes en 4 semaines. Elle est inférieure de 15 centimes à son niveau de l'année dernière (-5% /2017 ; +7% /2016). L'ajustement des cheptels laitiers aux disponibilités de fourrages ne semble pas terminé. Les récoltes très moyennes de maïs ensilage à l'automne chez les principaux pays producteurs de lait, en quantité comme en qualité, ne devraient pas freiner ces taux de réforme élevés.



Allemagne : abattages en hausse, prix en berne

En Allemagne, les réformes des vaches étaient encore abondantes en octobre. Si le rythme des réformes est resté inférieur à celui de la crise laitière de 2016, il demeure important et supérieur à celui de 2017, faute de disponibilités en fourrages suite à l'épisode de sécheresse estivale. Sur les quatre dernières semaines connues, les abattages étaient donc logiquement supérieurs à l'année dernière (+5% /2017), mais inférieurs au niveau élevé lors de la crise laitière de 2016 (-6% /2016).



Début novembre, la cotation de la vache O continuait de régresser, atteignant 2,75 €/kg de carcasse (-2 % sur les 4 dernières semaines connues et -11% /2017). Inférieurs aux cotations françaises depuis maintenant plus de 4 mois, les prix des réformes allemandes sont même passés sous ceux pratiqués en Pologne (-4 centimes en semaine 44).

Confronté à une hausse globale de l'offre sur le marché européen, le marché allemand des femelles est déprimé, qu'elles soient plus ou moins conformées. Les cotations nationales des vaches R (2,98 €/kg de carcasse en semaine 44) comme des vaches P (2,22 €) ont reculé de 9% /2017

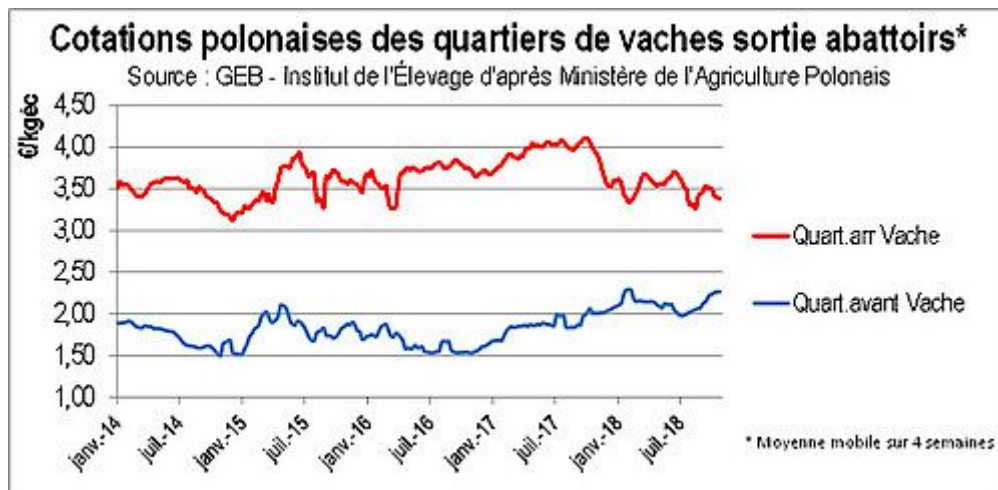
Pologne : la meilleure valorisation des avants polonais contient la baisse des prix

En Pologne, après un deuxième trimestre où le rythme de réforme était moins dynamique que précédemment, celui-ci est reparti à la hausse sous le double effet de la restructuration laitière et du manque d'alimentation en élevage lié à la sécheresse. En août 2018, le nombre d'abattages de femelles était orienté à la hausse par rapport au même mois de 2017 et de 2016 (respectivement +8% /2017 et +10% /2016).

Le constat est le même en cumul sur les 8 premiers mois de l'année, mais il est plus nuancé à cause de ce deuxième trimestre moins dynamique (respectivement +4% /2017 et +5% /2016).

Malgré une hausse des disponibilités sur le marché européen, la viande bovine polonaise demeure toujours bien valorisée. Cependant, si les cours résistent mieux que partout ailleurs en Europe, ils n'évitent pas la baisse. La cotation de la vache O polonaise s'établissait ainsi à 2,79 €/kg de carcasse en semaine 44 (-4% /2017 et -3% /mois précédent).

Cette résistance des cotations polonaises s'explique notamment par la hausse de la demande de viande hachée en Europe qui profite pleinement au secteur polonais de la transformation. Avec cette croissance de la demande, l'écart entre les cotations polonaises des quartiers arrières et avant de vache s'est ainsi réduit de 40 centimes entre le début de l'année et fin octobre.



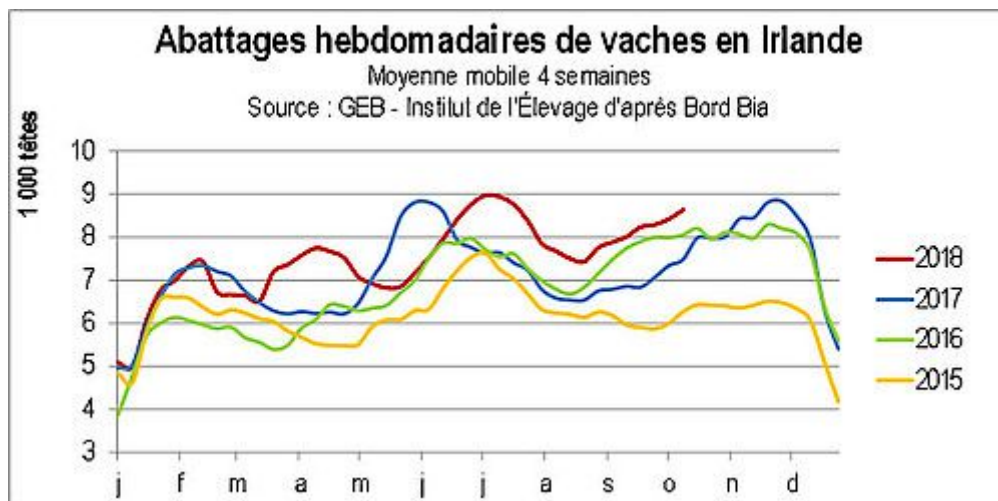
Sur les 7 premiers mois de l'année, les exportations de viande bovine polonaise (vaches et jeunes bovins) ont été très dynamiques. 265 000 téc de viande bovine réfrigérée et congelée ont ainsi été exportés (+4% /2017 et +15% /2016).

A court terme, plusieurs menaces pèsent cependant sur la filière polonaise : le manque criant de fourrages ainsi que l'incertitude autour du débouché turc pour la viande de jeunes bovins.

Irlande : le manque de fourrages pousse les éleveurs à réformer

En Irlande, les effets des deux épisodes climatiques anormaux (faible pousse de l'herbe en fin d'hiver et printemps 2018 puis été 2018 chaud et sec) continuent de se faire sentir. D'après une enquête réalisée par Teagasc, 33% des éleveurs déclarent être touchés par un déficit fourrager, le déficit moyen par exploitation étant de 15%. Parmi les exploitations déficitaires, 40% sont des élevages laitiers et 60% des élevages de bovins allaitants. D'après la même enquête, 22% des éleveurs ont déjà vendu des animaux et 25% d'entre eux envisagent d'en vendre pour compenser leur déficit fourrager.

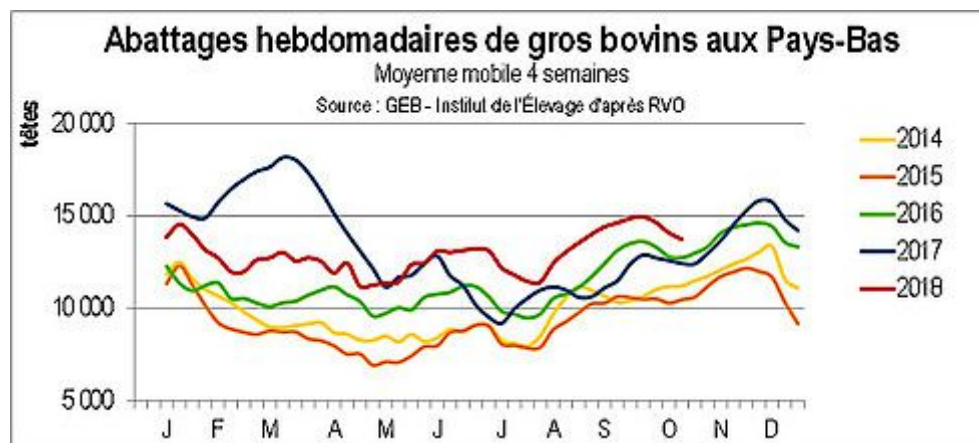
Les abattages de vaches devraient donc continuer à être dynamiques dans les semaines à venir. Ils le sont maintenant depuis plusieurs mois. Sur les quatre dernières semaines connues (semaines 39 à 42), près de 35 000 vaches ont été abattues (+15% /2017 et +7% /2016). En cumul sur l'année, près de 320 000 vaches ont été ainsi réformées (+7% /2017 et +12% /2016), un record depuis la suppression des quotas laitiers.



Logiquement, les prix des vaches sont sous pression face à cet afflux d'offre sur les marchés irlandais et communautaires. La demande dynamique pour la viande de transformation ne suffit pas. Ainsi, la cotation de la vache O irlandaise atteint péniblement 2,97 €/kg de carcasse en semaine 44 (-4% / 2017). Les vaches plus conformées peinent également : la vache R cote 3,21 €/kg de carcasse (-3% / 2017), soit 52 centimes de moins que la cotation française.

Pays-Bas : les prix sous la pression de réformes abondantes

Le nombre d'abattages demeure extrêmement élevé cet automne aux Pays-Bas (+ 10% /2017 en octobre). En cumul, il reste néanmoins inférieur aux abattages de 2017 (-3%), exceptionnels à cause de la mise en conformité des effectifs avec la réglementation environnementale. En comparaison à 2016, ce sont tout de même 78 000 animaux supplémentaires qui ont été abattus (+16% /2016 sur les 44 premières semaines de l'année). Depuis le mois de juin maintenant, les abattages hebdomadaires sont supérieurs à ceux des quatre années précédentes.



Ces disponibilités exceptionnelles sur le marché néerlandais comme sur le reste de l'Europe, a fait pression sur les cours. La cotation de la vache O s'établit à 2,67 €/kg de carcasse en semaine 44 (-8% /2017 ; +9% /2016). Elle demeure inférieure aux cotations polonaises (-12 centimes en semaine 44) et allemandes (-8 centimes).

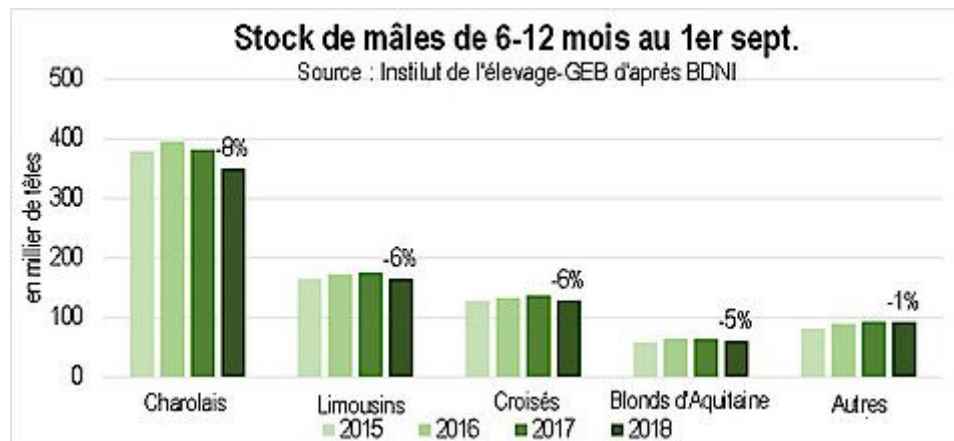
Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

Maigre, disponibilités réduites pour l'export

La baisse des naissances allaitantes de l'an passé limite fortement les disponibilités en broutards. Faute d'offre, les cours connaissent une baisse saisonnière faible à nulle, malgré l'exportation difficile sur les pays tiers.

Les faibles effectifs de broutards maintiennent les cotations

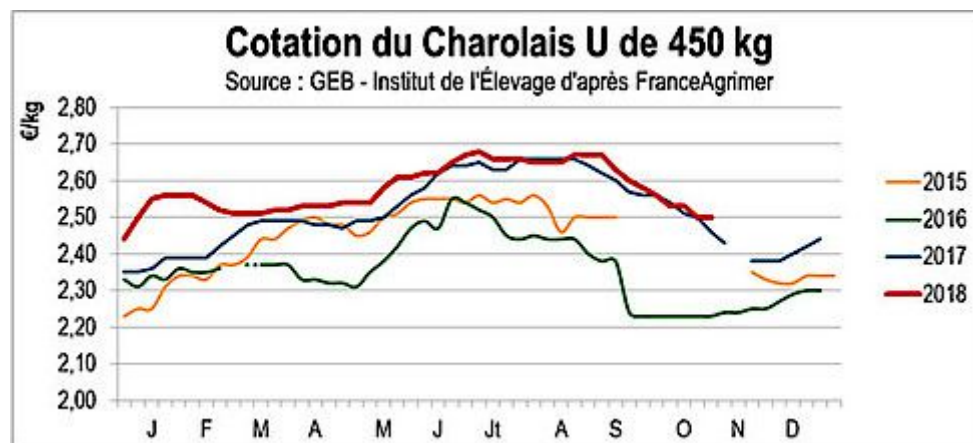
Au 1^{er} octobre 2018, les bovins mâles de 6 à 12 mois, de mère allaitante, sont au nombre de 797 000, soit -6% /2017 et -7% /2016. Les disponibilités en broutards sont ainsi réduites, du fait de la baisse des naissances lors de la campagne 2017/2018. Le stock restreint de broutards limite le pic de sorties, même si le manque de fourrages causé par la sécheresse incite les éleveurs à avancer la vente de leurs animaux.



Les cotations des Charolais ont continué de reculer en octobre à un rythme très modéré : à 2,75 €/kg de carcasse en semaine 44, celle des Charolais U de 300 kg est la seule à être au niveau de 2017. Les Charolais U de 450 kg cotés à 2,6 €/kg, dépassent de 4 centimes la valeur de l'an passé.

Depuis plus d'un mois, les cotations des Limousins et des Croisés sont stables. Ainsi, les Limousins E de 300 kg sont à 3,04 €/kg et ceux de 350 kg, à 2,88 €/kg, soit tous deux à +1% /2017. Avec 10 centimes de plus que l'an passé, les Croisés U de 300 kg atteignent une cotation de 2,88 €/kg.

Les cotations des femelles témoignent d'un marché qui reste fluide grâce à la demande italienne. Elles ont très peu évolué cette année et affichent en semaine 44, 2,65 €/kg pour les Charolaises U de 270 kg et 2,83 €/kg pour les Limousines, soit respectivement +2% et +3% par rapport à 2017.

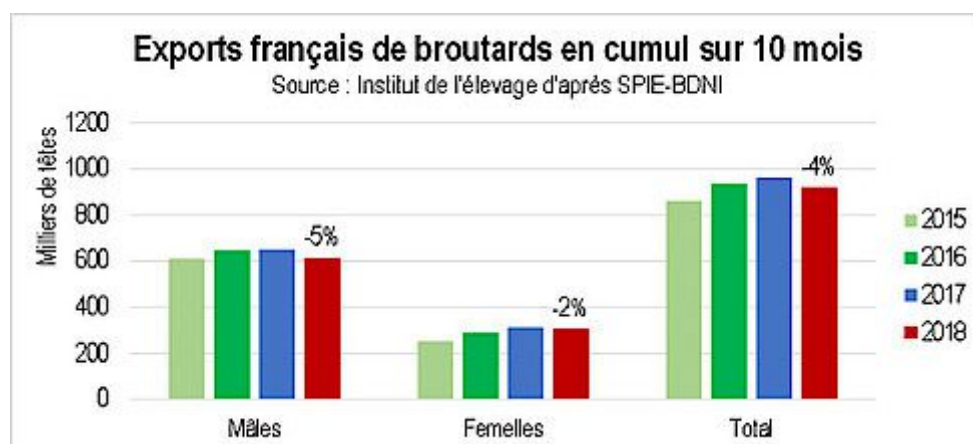


Des exportations en recul

D'après les données SPIE-BDNI*, 921 000 bovins de 4 à 14 mois ont été exportés sur 10 mois, soit -4% /2017 et -2% /2016. Cette baisse touche principalement les mâles (-5% /2017) et secondairement les 307 000 femelles exportées qui sont en baisse de -2% par rapport aux volumes records de 2017, mais en hausse par rapport aux années précédentes : +6% /2016, +22% /2015.

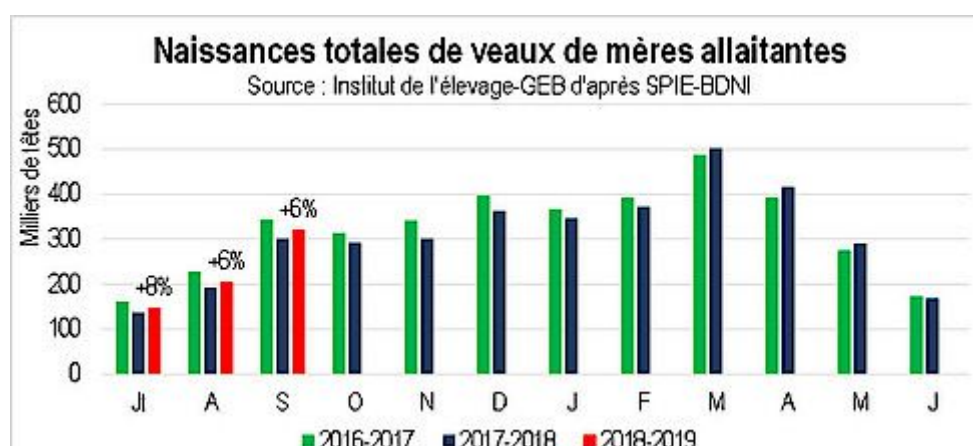
Le marché italien des broutards, qui absorbe 77% des effectifs, est toujours fluide contrairement aux envois vers l'Espagne qui diminuent, impactés par la réduction des importations turques de JB, en conséquence de la crise monétaire qu'elle connaît.

D'après les Douanes, les exportations de broutards sur les 9 premiers mois vers les pays-tiers ont bondi de +25% /2017, atteignant 36 700 têtes en septembre. Cependant, si les envois se maintiennent vers le Liban et le Maroc avec respectivement 1 130 et 840 têtes en septembre, ils sont toujours stoppés sur l'Algérie qui n'a pas encore rouvert son marché après la découverte de foyers de fièvre aphteuse au début de l'été. Au 1^{er} semestre, ce débouché a absorbé 70% des effectifs exportés sur pays-tiers.



Naissances : un second semestre un peu meilleur qu'en 2017

Sur la campagne 2017/2018, les naissances allaitantes ont chuté de -5% par rapport à la campagne précédente, essentiellement au 2nd semestre 2017 (-10% /2016 avec -197 000 têtes). Au premier semestre 2018, cet écart s'est néanmoins réduit grâce un petit rebond des naissances, de +0,5% /2017, soit +9 900 têtes.



Avec un cheptel de vaches allaitantes au 1^{er} octobre inférieur de 1,9% /2017, les naissances au 3^{ème} trimestre ont rebondi (+6% /2017), mais sont toujours bien en deçà de l'été 2016 (-8% /2016). Cette configuration devrait se prolonger cet automne.

Moins de broutards et moins d'exports

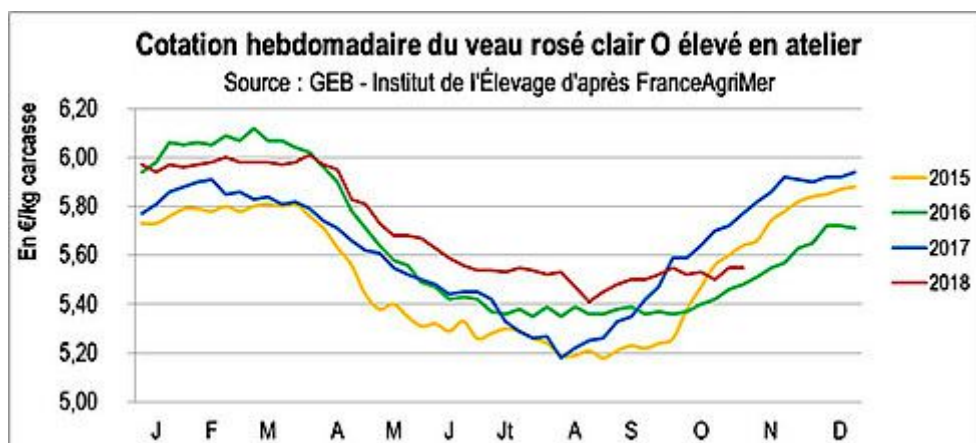
Avec des naissances à un niveau toujours bas par rapport à 2016 et des disponibilités réduites en animaux, les cotations faiblissent peu et le marché ne semble pas s'encombrer malgré le ralentissement des exports. Reste à savoir si les éleveurs sortiront les animaux dans les semaines à venir du fait des stocks fourragers bas ou s'ils repousseront les sorties au 1^{er} trimestre 2019.

Veaux de boucherie, pas d'éclaircie sur les prix

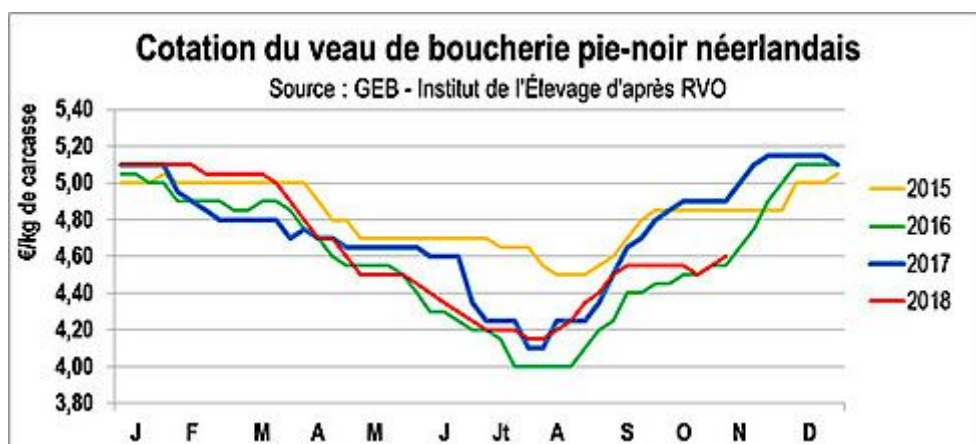
La hausse saisonnière de la cotation des veaux gras se fait toujours attendre. Le marché est encombré, les abattages sont importants en France comme en Europe et la douceur de l'automne n'encourage pas à la consommation. Ces difficultés touchent de la même manière les veaux de type O et R.

Chaque année, le marché du veau de boucherie européen est marqué par un creux général des cours sur juillet-août suivi d'une remontée saisonnière entre septembre et décembre. Cette année, au grand dam des professionnels, la remontée des cours se fait attendre. Le marché est encombré par des abattages importants et une consommation limitée. Les actions de promotion interprofessionnelle se sont heurtées à une météo estivale peu propice à la consommation de veau en septembre et octobre, puis les jours fériés et les vacances de la Toussaint sont venus perturber la demande, en restauration collective notamment.

En France, la cotation du veau O rosé clair n'a pas significativement progressé depuis le mois d'août. En semaine 44, il cotait 5,55 €/kg soit 22 centimes de moins que l'an passé (-4% /2017). Faute d'amélioration rapide, les cours pourraient passer en deçà de leur niveau de 2016, année marquée par une reprise saisonnière des cours tardive et timide. La situation n'est pas meilleure pour le veau R rosé clair, dont le marché est toujours encombré par l'afflux de veaux croisés. Le veau rosé clair R cotait 6,17 €/kg en semaine 44, soit -0,5% /2017 et -2,5% /2016.



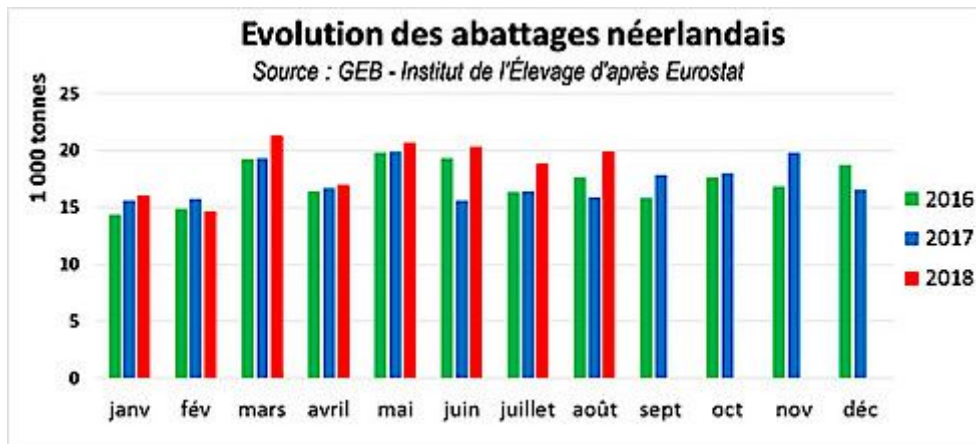
Aux Pays-Bas, la situation est très similaire malgré une embellie fin août, la cotation officielle du veau de boucherie Pie-noire stagne, à 4,60 €/kg en semaine 44. Depuis mi-septembre elle a décroché par rapport à son niveau de 2017 (-30 centimes soit -6%) et retrouve son niveau de 2016. La situation est exactement la même pour le veau croisé néerlandais, dont la cotation est restée figée depuis mi-septembre à 5,10 €/kg en semaine 44, soit -6% /2017.



Les abattages résistent en France et accélèrent encore aux Pays-Bas

En France, les abattages de veaux gras ont rebondi en octobre, de +3% /2017 à 115 000 têtes soit 16 800 téc, après un creux en septembre (-4,5% /2017). En cumul sur 10 mois, les effectifs abattus s'érodent de 0,5% en têtes à 1 048 000 têtes, mais la production abattue progresse, de +1,5% /2017 à 152 000 téc. Les retards de sorties constatés en septembre et octobre couplés au dynamisme des importations de veaux finis (34 500 têtes en 10 mois, x3,5 /2017), devraient maintenir le nombre de veaux de boucherie abattus en France en 2018.

Les dernières données d'abattages aux Pays-Bas font état d'une progression toujours forte de la production de veaux. Avec 953 000 têtes et 148 000 téc sur 9 mois, les abattages néerlandais ont bondi de 7% /2017 en têtes et de 10% en téc. Ce dynamisme s'explique par la bonne rentabilité de la production de veaux ces dernières années et par une moindre pression des réglementations environnementales sur les ateliers.



Vers une remontée tardive des cours

En temps normal, la hausse saisonnière du prix du veau, habituelle au 3^{ème} trimestre, plafonne fin novembre et le niveau de prix atteint reflète l'état du marché jusqu'à la fin du 1^{er} trimestre de l'année suivante. L'absence d'évolution à la hausse des prix est donc très inquiétante pour les intégrateurs. Néanmoins, malgré la lourdeur du marché en cette fin d'année, ils peuvent espérer une remontée significative des cours dans les prochaines semaines. En Europe, seule la cotation italienne est bien orientée : +55 centimes depuis début septembre. Mais en semaine 45, la cotation allemande a rebondi entraînant dans son sillage les prix néerlandais. La hausse saisonnière des prix risque néanmoins d'être trop tardive pour assurer un niveau de prix suffisant début 2019.

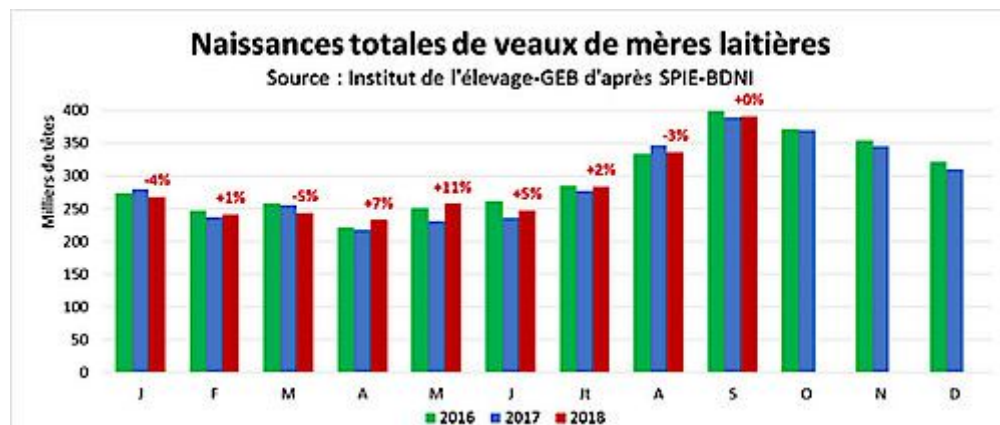
Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

Veaux nourrissons, un marché extrêmement lourd et perturbé

Habituellement encombré à cette saison par le pic des naissances laitières, le marché du veau nourrisson est aujourd'hui engorgé et incapable de valoriser l'ensemble des animaux proposés à la vente. Face à une offre étouffée, le débouché national est limité et la demande espagnole montre ses limites.

Pic normal des naissances laitières

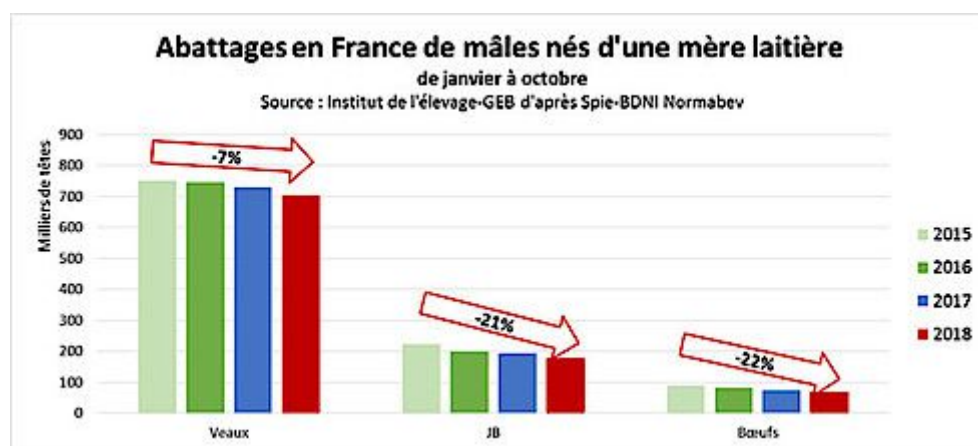
Le nombre de vêlages de vaches laitières atteint traditionnellement son maximum en septembre. Après un net recul en août (-3% /2017), les vêlages laitiers ont retrouvé leur niveau de 2017, à 390 000 têtes (-2% /2016). Sur les 9 premiers mois de l'année, les naissances de veaux de mère laitière atteignent 2,499 millions de veaux nés, soit +1% /2017 et -1% /2016.



L'évolution des naissances n'est pas homogène entre les types raciaux. Depuis 2016, on observe un développement très net des naissances de veaux croisés de mère laitière et de père allaitant. Sur les 9 premiers mois de l'année, 478 000 veaux croisés de ce type sont nés : soit +4% /2017, +17,5% /2016 et +30% /2015 ! Les naissances de veaux laitiers purs ou croisés de races laitières ont atteint 2,021 millions de têtes sur la même période, soit +0,5% /2017, mais -4,5% /2016.

Moins de débouchés en France

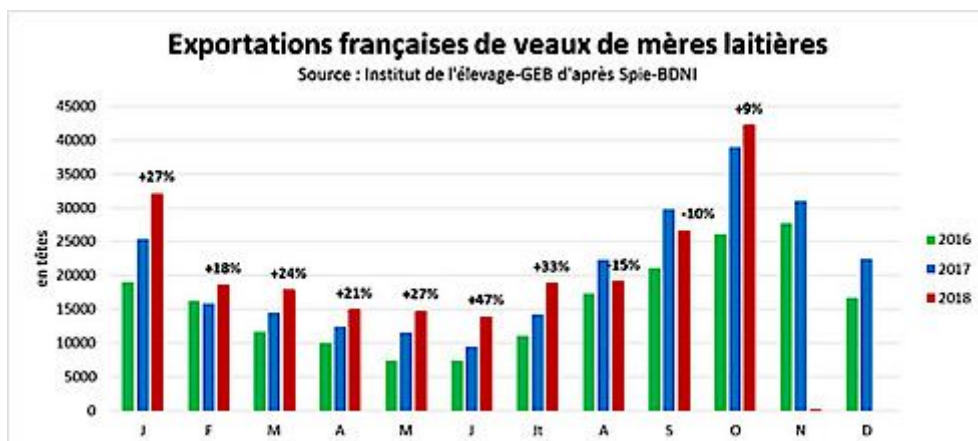
Les trois canaux de valorisation des veaux laitiers français se contractent peu à peu. La production de veaux de boucheries s'érode structurellement de 1 à 2 % par an, mais ce recul est plus rapide pour la catégorie des mâles nés de mère laitière. Sur janvier-octobre 2018, 702 000 mâles nés d'une vache laitière ont été abattus dans la catégorie veaux de boucherie : soit -50 000 têtes ou -7% /2015. Le recul de la production de JB et de bœufs est encore plus net, respectivement de -21 et -22% entre 2015 et 2018 sur les dix premiers mois de l'année.



Cette perte de vitesse de l'engraissement de mâles laitiers en France intervient alors que les naissances de veaux laitiers sont, sur les 9 premiers mois de l'année 2018, égales à leur niveau de 2015. Un nombre croissant de veaux doit donc être valorisé à l'export.

Des exports record, mais...

Les exportations de nourrissons continuent de progresser, presque exclusivement vers l'Espagne. 42 000 veaux nourrissons ont ainsi été exportés depuis la France en octobre 2018 (+9% /2017), un effectif jamais atteint depuis 2004. Les exportations de veaux sur 10 mois ont ainsi atteint 219 000 têtes, soit +13% /2017, +49% /2016 et +73% /2015.

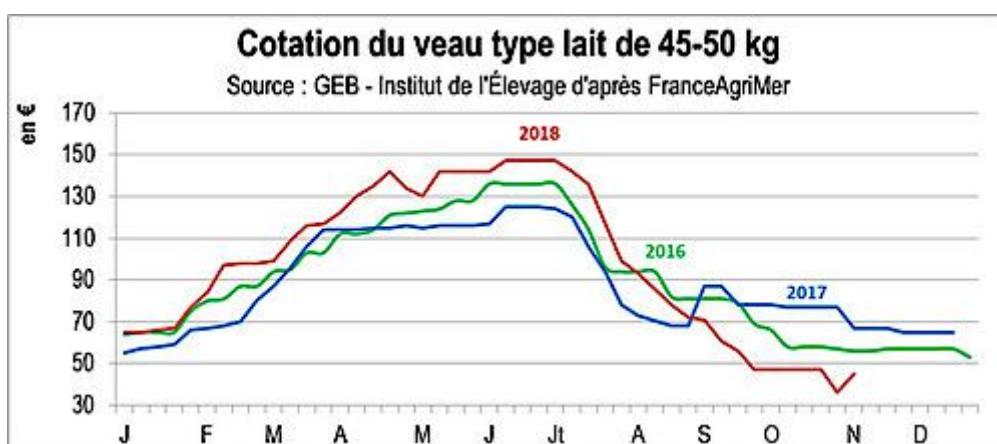


Dans le contexte actuel, l'export de veaux nourrissons revêt une importance grandissante pour la filière laitière française. En 2013, 3,7% des veaux nés en France d'une mère laitière ont été exportés avant 45 jours. Ce chiffre atteignait 7,6% en 2017 et devrait dépasser les 8% en 2018.

...l'Espagne tousse et la France s'enrhume

Les importations espagnoles de veaux nourrissons visent essentiellement à alimenter la filière de production de jeunes bovins, élevés en ration sèche à base de céréales pour un abattage vers 12 mois. Les cours de la viande en Espagne sont très dépendants de la capacité de la filière à exporter des JB finis sur le pourtour méditerranéen (Libie, Liban, Turquie, Algérie, Egypte...). La crise monétaire qui paralyse les exportations espagnoles de JB vers la Turquie a considérablement alourdi le marché ibérique du jeune bovin et par répercussion le marché français des veaux nourrissons.

Ainsi, si les animaux français continuent à partir en grand nombre vers l'Espagne, les prix de vente ont fortement chuté. Il est en ce moment courant pour un éleveur de se voir refuser le ramassage d'un animal. En effet, la faiblesse des cours rend impossible la répercussion à l'export des frais de transport, de désinsectisation et de PCR sur des animaux de 2nd choix comme les veaux chétifs ou âgés, très mal valorisés.



L'Espagne, un débouché à préserver

Le début du mois de novembre a été marqué par une grève du ramassage des veaux initiée par la FFCB (Fédération Française des Commerçants de Bestiaux, les commerçants demandaient une révision de la politique sanitaire française vis-à-vis de la FCO. Dans le cadre du protocole bilatéral d'exportation de bovins vivants entre la France et l'Espagne, les exportateurs sont tenus de fournir des attestations de désinsectisation et de réaliser sur chaque veau un test PCR attestant de la séronégativité de l'animal aux virus de la FCO de types 4 et 8. Selon la FFCB, cette procédure, lourde et coûteuse, trouve aujourd'hui ses limites.

Le mouvement de grève, qui aura perturbé brièvement les marchés début novembre, est aujourd'hui suspendu, après que les différentes parties prenantes se sont engagées à réfléchir en 2019 sur la politique sanitaire française vis-à-vis de la FCO. En attendant, le marché des veaux nourrissons devrait rester très lourd jusqu'à la fin de l'année. Les cours des veaux nourrissons ne devraient pas se redresser avant janvier avec la baisse progressive des naissances issues du troupeau laitier.

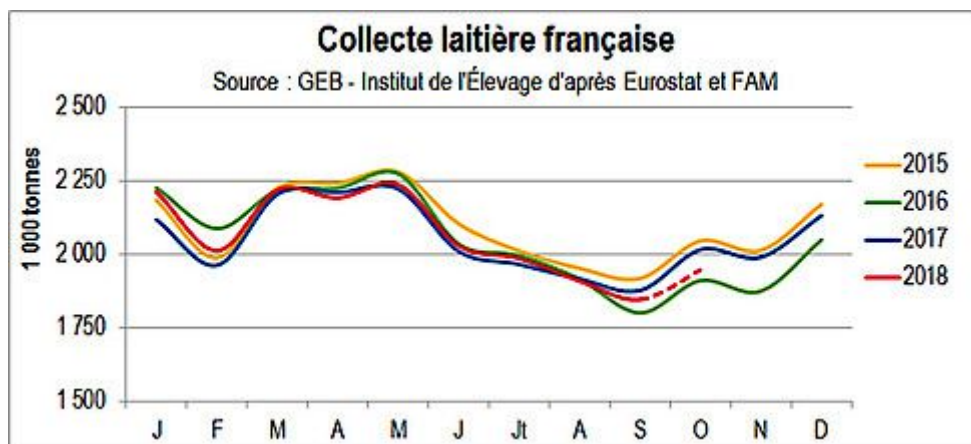
Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Elevage)

Collecte laitière, en recul dans l'UE 28

Les conséquences de la sécheresse et la canicule, qui ont sévi en Europe du Nord, se sont fait pleinement sentir cet automne. La collecte européenne, qui a reculé en septembre, devrait poursuivre cette tendance cet automne.

Fort recul en France

Après avoir été conforme à la baisse saisonnière jusqu'en août, la collecte nationale a fléchi en septembre, de -1,7% d'une année sur l'autre, et enregistre un recul marqué en octobre, de -3,5% /2017, d'après nos estimations basées sur les sondages hebdomadaires FranceAgriMer. Elle reste cependant toujours supérieure au bas niveau de 2016 (+1,9%). La qualité du lait continue à être affectée en septembre avec des taux de matière grasse et de matière protéique en baisse respectivement de 0,60 g/l (40,99 g/l) et de 0,45 g/l (33,36 g/l).



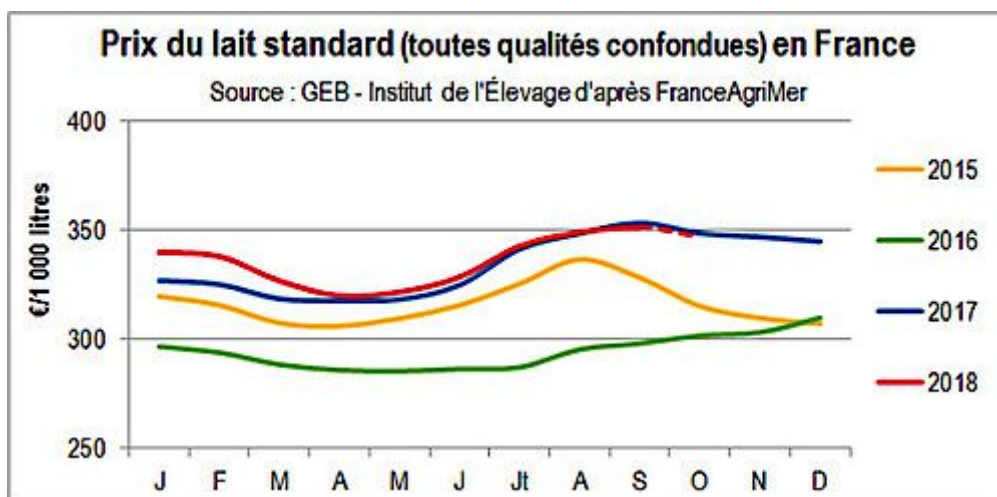
Sur les 9 premiers mois, la collecte française n'est plus en hausse que d'environ 0,8% /2017. La progression enregistrée sur le premier semestre s'est érodée suite au recul d'1% sur le troisième trimestre de l'année.

La baisse de la collecte entre juillet et septembre ne concerne pas toutes les régions françaises. Les plus touchées sont Pays de la Loire (-2,1% /2017), Auvergne-Rhône-Alpes (-1,3%) et Nouvelle-Aquitaine (-5,4%), la déprise structurelle expliquant l'évolution dans le Sud-ouest. Si la collecte est quasiment stable en Bretagne (-0,2%) et en Bourgogne-Franche-Comté (-0,1%), elle progresse modestement en Normandie (+0,3%) et étonnamment dans le Grand Est (+0,3%) pourtant fortement touché par l'été exceptionnellement chaud et sec. Enfin, les Hauts de France enregistrent la plus forte hausse (+1,6%).

Ce recul de la collecte nationale ne peut s'expliquer totalement par l'évolution du cheptel. Après avoir enregistré une baisse saisonnière marquée passant de -0,6% /2017 début juillet à -0,8% au 1^{er} septembre 2018, d'après le SPI-BDNI le cheptel national de vaches laitières s'est très légèrement étoffé en septembre avec un recul qui n'est plus que de -0,7% /2017 au 1^{er} octobre. Les entrées de génisses ont fortement progressé (+5% /2017) et ont plus que compensé les sorties de vaches en hausse (+3% /2017) permettant d'afficher un solde mensuel positif. Cependant, les premières données montrent des abattages de vaches laitières en forte progression en octobre et un stock de génisses en recul, pouvant expliquer le décrochage de la collecte sur ce mois.

L'évolution de la collecte dans les prochains mois dépendra également des disponibilités en alimentation animale. Après le long épisode de sécheresse et de canicule qui a pénalisé en août et septembre la pousse de l'herbe sur presque tout le territoire, les premières données concernant les récoltes de maïs fourrage montrent un recul de près de 10% de la production nationale. Toutes les grandes régions laitières sont touchées, notamment le Grand Est (-28% /2017) à l'exception des Pays de la Loire (+2%).

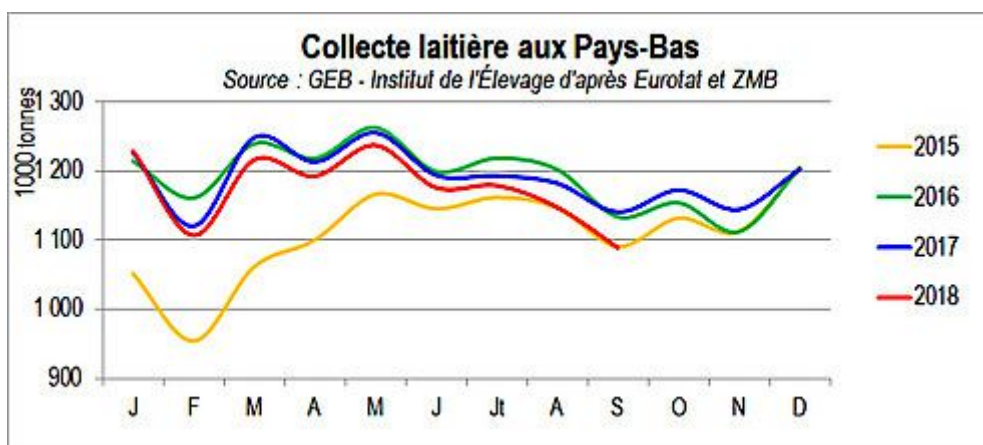
En France, le prix du lait standard toutes filières confondues (y compris les laits AB et AOP) a poursuivi sa hausse en septembre, pour terminer le 3^{ème} trimestre à 351 €/1 000 l sous l'effet des indices saisonniers positifs versés par la plupart des laiteries. Il se situe légèrement sous son niveau de 2017 (-0,5% ou -2 €). Le prix devrait légèrement reculer en octobre et repasser sous la barre des 350 €/1 000 l, sous le double effet d'une baisse du prix du lait valorisé en beurre/poudre maigre sur le marché européen en octobre (-30 €/1 000l) et de la fin des indices saisonniers positifs.



Une Europe à deux vitesses

En **Allemagne**, la baisse saisonnière de la collecte est également plus accentuée, avec un recul de -1% /2017 en octobre après un -0,8% /2017 en septembre. Elle reste cependant au-dessus de son bas niveau de 2016 (+3,6% /2016 en septembre). Le décrochage semble se poursuivre début novembre selon les premières données disponibles. Cette baisse s'explique notamment par les nombreuses réformes de vaches non gestantes en fin de lactation destinées à économiser les stocks fourragers diminués par la vague de chaleur estivale. Si le prix du lait standardisé (38 g de MG et 32 g de MP) a progressé en septembre de 7 € à 329 €/ 1000l, en suivant la hausse de la valorisation du lait transformé en beurre/poudre maigre, il décroche cependant par rapport à son niveau de 2017 (-10%). Cet écart pourrait s'accroître en octobre avec la baisse de la valorisation du mix beurre/poudre.

La production néerlandaise a décroché en septembre (-4,5% /2017) après -2,9% en août et -1,2% en juillet, retrouvant son bas niveau de 2015. Sur les 9 premiers mois, la baisse frôle les 2%, avec 8 mois consécutifs de recul. Ces chiffres s'expliquent par le cumul des chutes de récolte subies au cours de l'été et de la mise aux normes des élevages aux réglementations environnementales.



Après un premier semestre positif, la collecte italienne est également entrée dans une phase de recul prononcé (-2,6% /2017 en août et -1,9% /2017 en septembre).

A l'inverse, plusieurs pays d'Europe du Nord enregistrent une hausse de leur production.

En **Irlande**, les conditions climatiques très favorables de la fin de l'été ont stimulé la production laitière en hausse de 9%/2017 en septembre, après +4,5% en août. Ces progressions ont effacé les reculs enregistrés lors d'un printemps pluvieux et un début d'été sec. Sur les 9 premiers mois de 2018, la collecte a progressé de 1,2% /2018. Le dynamisme de la production s'est poursuivi en octobre grâce à une pousse de l'herbe proche du double de celle de 2017.

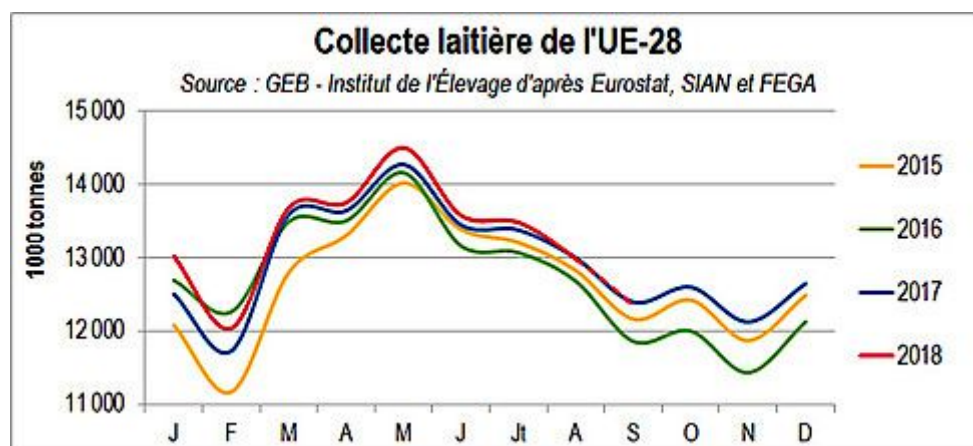
Ces conditions météorologiques ont également permis aux éleveurs irlandais de compenser une partie de la pénurie de fourrage grâce à une coupe tardive d'ensilage, en prévision de l'hiver. Selon Teagasc, les éleveurs laitiers irlandais auront dépensé en 2018 pour l'alimentation animale 75% de plus qu'en 2017. Avec un prix du lait qui est resté en septembre 6% sous son niveau de 2017, à 347 €/1000 l, et qui sur les 9 premiers mois affiche un recul de plus de 3%, le revenu des éleveurs irlandais devrait être impacté.

Au **Royaume-Uni**, la collecte s'est rétablie en septembre (+0,8% /2017) après un passage à vide en août (-0,7%). Sur les 9 premiers mois, elle progresse marginalement de 0,2% /2017. Si la situation herbagère semble être redevenue normale, le cheptel aurait diminué sous l'effet d'abattages anticipés. AHDB annonce que le nombre de vaches laitières avait déjà diminué en juillet de 1,3% /2017.

Le Danemark et la Pologne affichent les plus fortes progressions, avec respectivement +1,9% /2017 et +2,4% /2017 en septembre, soutenues par des prix stimulants.

Une collecte européenne en recul

Entraînée par les baisses des collectes française, allemande et néerlandaise, la collecte laitière de l'UE-28 enregistre en septembre son deuxième mois consécutif de recul (-0,5 /2017) après la modeste diminution d'août (-0,1%). Sur les 9 premiers mois, elle ne progresse plus que de 0,9% /2017. Le recul devrait se poursuivre au 4^{ème} trimestre si bien que la collecte annuelle progresserait de moins de 0,8% /2017.



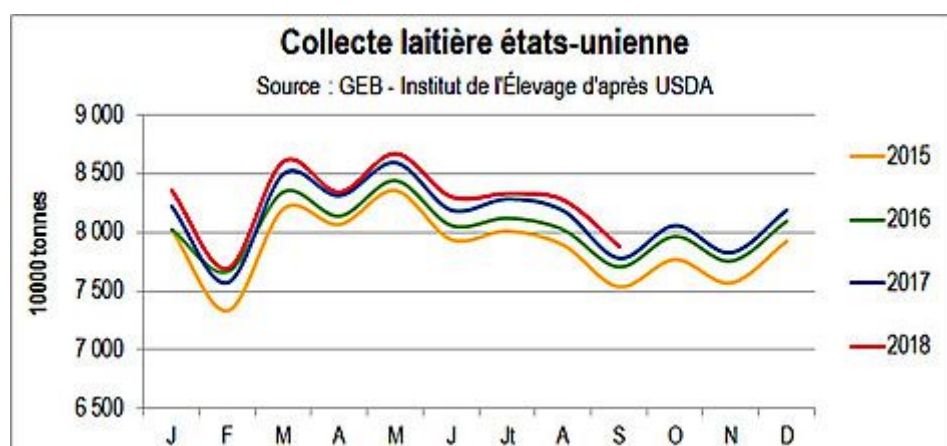
Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

Collecte mondiale : hausse de production dans les principaux bassins laitiers

A l'exception de l'UE 28 et de l'Australie, les autres grands bassins laitiers affichent tous des hausses qui permettent un rebond de la collecte agrégée des 5 principaux bassins exportateurs.

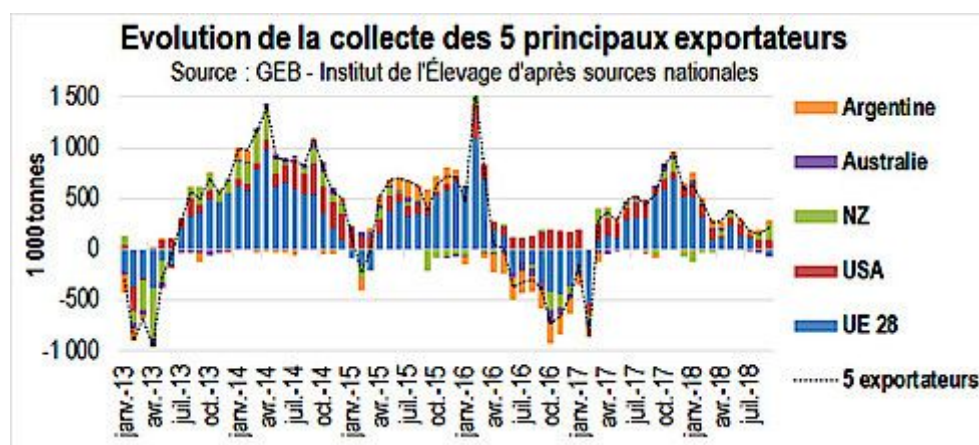
A l'approche du pic de collecte, le dynamisme néozélandais ne s'essouffle pas avec une hausse de la production de 6% en septembre. Sur les 4 premiers mois de la campagne, la progression se chiffre à près de 6% et s'affiche déjà comme le meilleur début de campagne historique, devant le pic de 2014. Avec de bonnes disponibilités herbagères et un cheptel étoffé, la production devrait poursuivre sur sa lancée. La baisse du prix prévisionnel de Fonterra, ramené de 7,0 NZ\$/kg de matière sèche utile en début de campagne à 6,25-6,50 NZ\$/kg en octobre, ne devrait pas trop entamer le dynamisme de la production.

Après un recul en juillet, conséquence de la très grosse canicule qui affecté la côte ouest du pays, la production étatsunienne est repartie à la hausse en août (+1,1% /2017) et en septembre (+1,3%). Les éleveurs laitiers continuent de bénéficier d'un prix du lait en hausse et d'un coût alimentaire stable, dû à la chute du prix du tourteau de soja qui compense la hausse des autres aliments.



Les conditions climatiques et économiques (monnaie dévaluée) permettent à la production argentine de poursuivre son rebond, après deux années de faible production en 2016 et 2017. En septembre, la hausse se chiffre à +3,8% /2017 et à +6% /2017 sur les 9 premiers mois de l'année. Cependant, le prix du lait semble difficilement suivre la hausse du coût de l'alimentation animale et la progression de la production devrait ralentir au 4^{ème} trimestre.

Seule la production australienne recule fortement sur les 3 premiers mois de la campagne (-3,3% /2017), compte tenu de conditions météorologiques défavorables.



Le mois de septembre a donc rompu avec le ralentissement de la progression de la collecte agrégée des 5 principaux bassins exportateurs, en cours depuis le mois de mai. Tirée par la Nouvelle-Zélande, les États-Unis et l'Argentine, elle a rebondi en septembre de 0,9% /2017, sa plus forte hausse depuis juin.

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

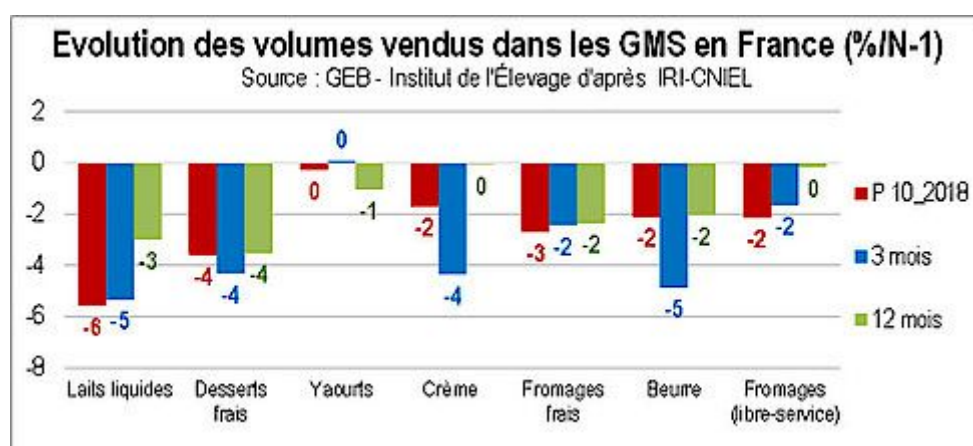
Marchés des produits laitiers : état globalement stationnaire

L'été sec et caniculaire a affecté momentanément la demande européenne en produits laitiers et plus durablement la production laitière. Ce contexte facilite le déstockage de produits d'intervention qui contient la remontée des cours de la poudre maigre. De son côté le marché du beurre se détend doucement. Ainsi, le prix du lait à la production ne devrait guère évoluer jusqu'au printemps prochain.

Consommation morose dans l'UE

L'été caniculaire a visiblement affecté la consommation européenne en produits laitiers, d'après nos estimations calculées par bilan. Elle a accentué les évolutions tendancielle baissières dans les deux principaux pays producteurs et consommateurs européens de produits laitiers.

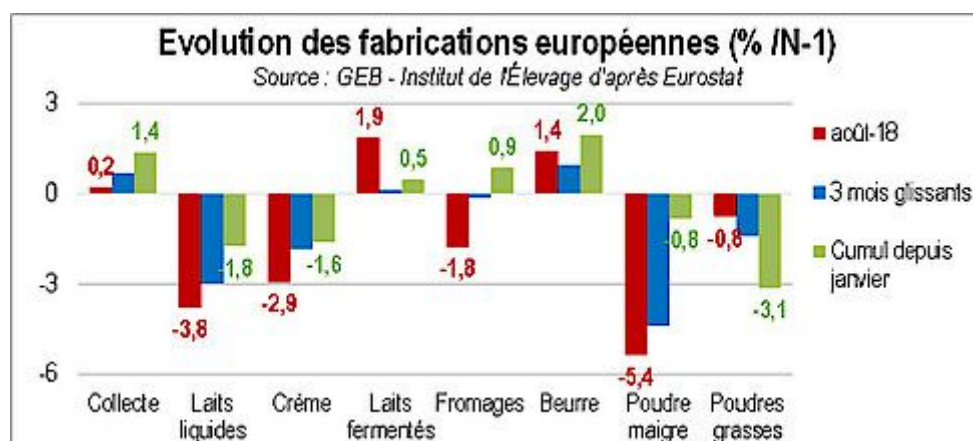
En France la consommation des ménages est déprimée. Certes, les achats des ménages ont progressé en valeur (+2% /2017 sur les 9 premiers mois de 2018), mais du seul fait de la hausse des prix (+4% sur la même période). En revanche, les volumes achetés ont reculé dans toutes les familles de produits : de -2% pour les fromages en libre-service à -5% pour les laits liquides et le beurre en passant par -4% pour la crème et les desserts frais.



En Allemagne, la baisse des ventes en volume a été de même ampleur qu'en France durant l'été. Toutes les familles de produits ont été impactées, à l'exception des fromages (volume acheté stable). Ainsi sur 9 mois, la consommation allemande est baissière dans toutes les familles de produits à l'exception des fromages durs et frais, aux volumes stationnaires.

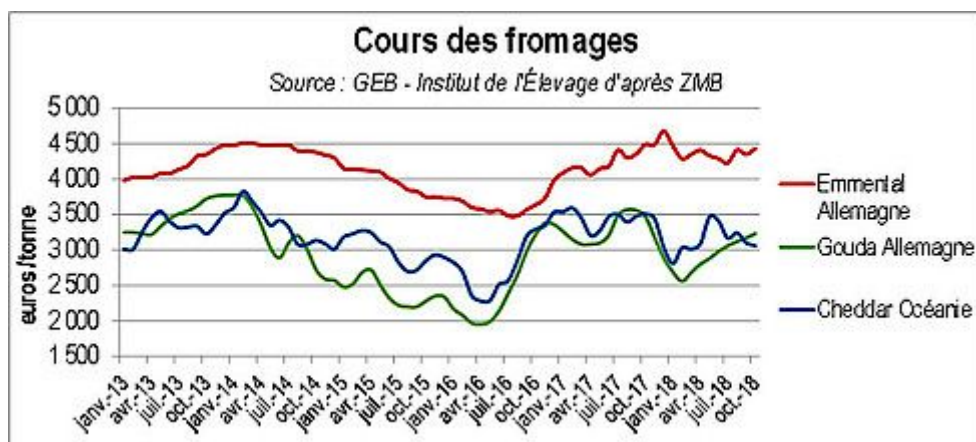
Des fabrications européennes réduites

Durant l'été, le ralentissement de la croissance de la collecte européenne s'est surtout répercuté sur les fabrications de poudre maigre. Les fabrications européennes de laits liquides et de crème sont restées ralenties, malgré la bonne tenue des exportations sur pays tiers. Les fabrications de yaourts ont été stables. Celles de fromages ont marqué le pas, après avoir été dynamiques au 1^{er} semestre. Seules les fabrications de beurre ont significativement progressé (+1% /2017) en juillet et août, comme au 1^{er} semestre, il est vrai par rapport au niveau exceptionnellement faible atteint en 2017. Le ralentissement de la demande européenne en crème a ainsi permis d'étoffer les fabrications de beurre cet été sur un marché toujours demandeur.

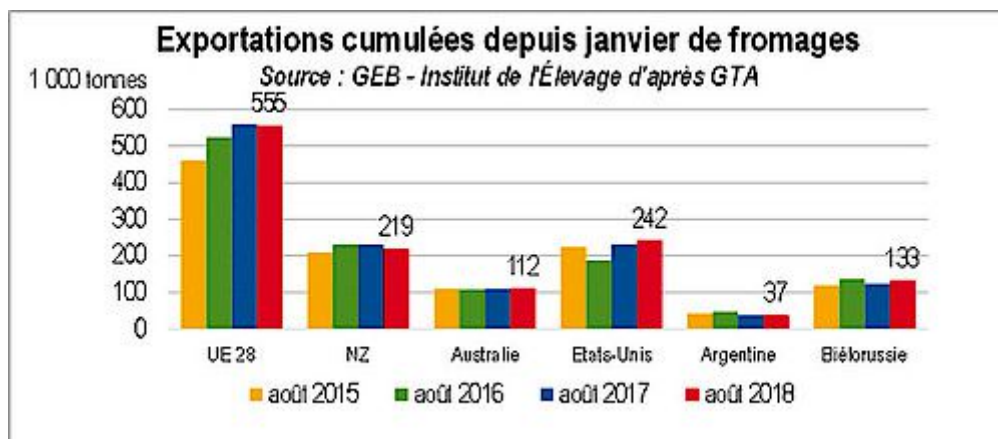


Fermeté des cours des fromages

Le marché des fromages ingrédients se tient bien grâce à un bon ajustement des fabrications européennes aux débouchés. Le cours du gouda (fromages commodité) poursuit son redressement depuis mars : +70 €/t en un mois à 3 230 €/t en octobre (-7% /2017). Le cours de l'emmental, peu échangé hors UE, a regagné 80 € d'un mois sur l'autre, après la baisse de 60 € en septembre, à 4 430 €/t (= /2017).

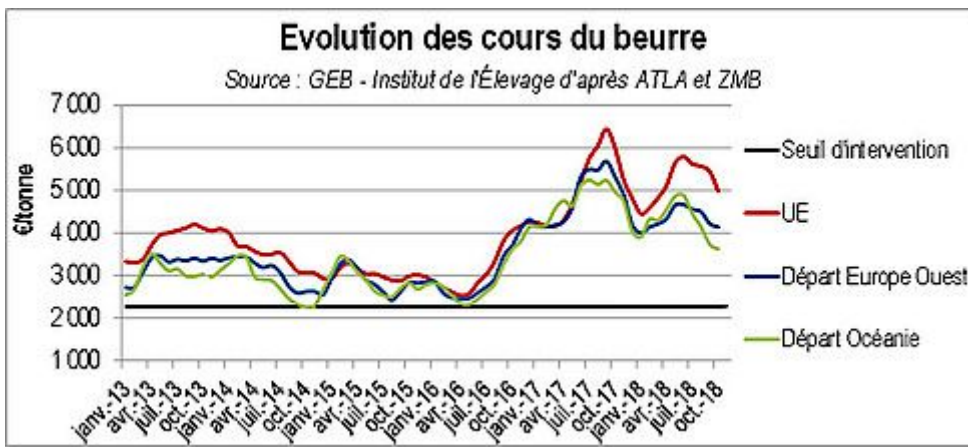


Les transformateurs européens ont contenu leurs fabrications fromagères, globalement repassées sous le haut niveau de l'an dernier depuis août, d'autant qu'ils disposaient de stocks étoffés à l'entrée de l'été. Ils sont confrontés à une demande européenne atone, à l'agressivité des États-Unis sur le marché mondial et au retour en force de la Nouvelle-Zélande, conséquence d'une collecte laitière très abondante depuis le début de la nouvelle campagne laitière. Sur 9 mois, les échanges internationaux de fromages ont cependant faiblement progressé (+1% /2017), essentiellement grâce au dynamisme des États-Unis (+5%).



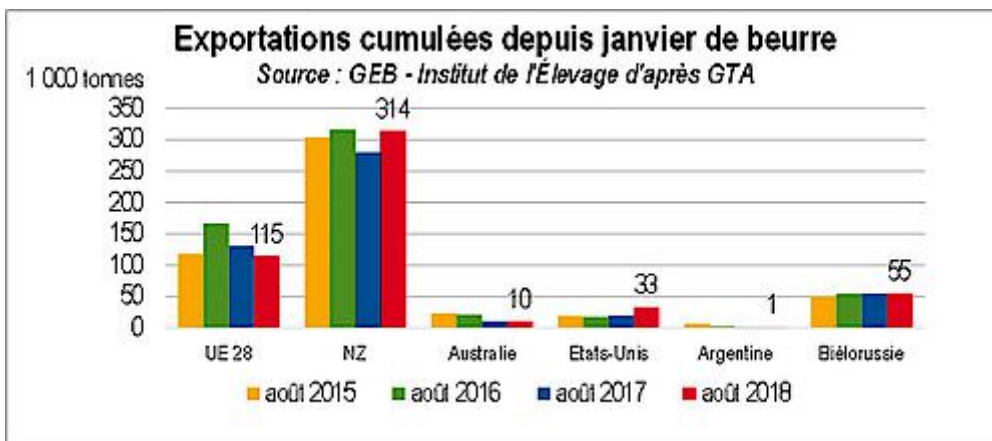
La détente sur le marché du beurre se poursuit

Les cours du beurre se déprécient de nouveau après s'être momentanément stabilisés en septembre. La cotation ATLA sur le marché spot a perdu 800 €/t en 5 semaines à 4 400 €/t début novembre (-12% /2017). Elle est désormais très en-deçà du prix moyen des contrats (stabilisé à 5 100 €/t) et inférieure de 12% à son niveau de l'automne 2017. Pourtant, les disponibilités européennes sont peu abondantes. Les fabrications européennes ont sensiblement baissé en septembre (-2% /2017) et les stocks entreprise sont toujours faibles. De plus la demande européenne en beurre se maintient malgré un prix au détail plus élevé. Ainsi, le marché européen est désormais plus valorisant que le marché mondial (contrairement à l'an dernier). Les exportations européennes de beurre sur pays tiers ont en conséquence fortement fléchi (-11% /2017 sur 9 mois).



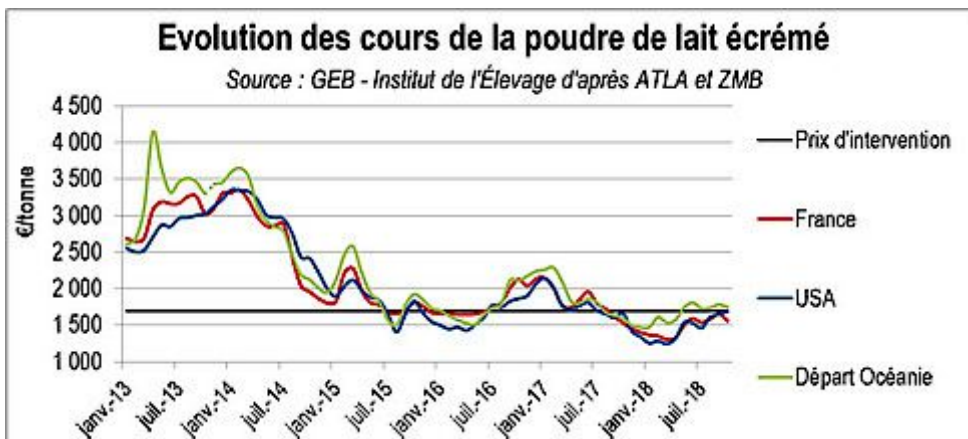
Les transformateurs européens subissent le retour en force de la Nouvelle-Zélande qui a fortement accru ses expéditions (+11% /2017 sur 9 mois qui conforte sa place de 1^{er} fournisseur) et le dynamisme de fournisseurs secondaires qui ont tiré parti en 2017 et 2018 de la relative pénurie de beurre sur le marché mondial. L'Uruguay, l'Ukraine et le Mexique ont fortement accru leurs expéditions de beurre (respectivement +22%, +33% et +60% sur 8 mois) et l'Inde les a multipliées par trois sur la même période. Ce net afflux de beurre pèse depuis cet été sur les cours : le prix du beurre exporté de Nouvelle-Zélande a chuté de 1 250 €/t depuis juin, à 3 625 €/t en octobre, soit 27% sous l'exceptionnel niveau atteint en 2017 à pareille époque.

Le cours du beurre devrait se stabiliser dans les prochains mois avec la baisse saisonnière de la production laitière néo-zélandaise et le tassement de la production laitière européenne, durablement pénalisée par la pénurie de fourrages dans de nombreux pays membres.



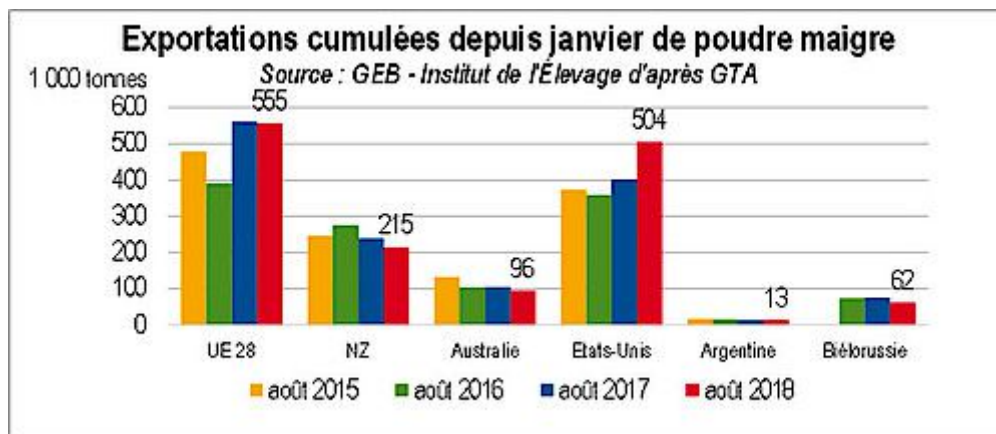
Poudre maigre : marché toujours encombré

Le marché de la poudre maigre demeure convalescent malgré des fabrications européennes moins abondantes. En France, la cotation ATLA de la poudre maigre a repris en octobre le terrain perdu en septembre. Elle a regagné 50 €/t sur la seconde quinzaine d'octobre et retrouvé début novembre à 1 600 €/t le niveau atteint en septembre. La poudre maigre européenne demeure toujours moins chère que les fabrications étatsuniennes et néo-zélandaises.



D'un côté, les fabrications européennes de poudre maigre ont nettement reflué depuis août sous l'effet du ralentissement de la collecte européenne. De l'autre, la Commission européenne a sensiblement accéléré la remise en marché de stocks d'intervention en acceptant des offres d'achat toujours à bas prix (1 250 €/t). Elle a vendu 58 600 t en six semaines (début octobre à mi-novembre) qui s'ajoutent aux 100 000 t déjà déstockées de janvier à septembre 2018. A ce rythme, les stocks d'intervention auront diminué de moitié en un an à moins de 200 000 t fin 2018.

Grâce à des disponibilités abondantes, les exportations européennes sont probablement demeurées dynamiques sur pays tiers cet automne. A l'issue des neuf premiers mois, elles ont faiblement progressé (+1% /2017). Sur la même période, les échanges internationaux ont progressé (+4% /2017) grâce à des expéditions étatsuniennes dynamiques (+26%) qui ont notamment compensé le retrait néozélandais (-12% /2017) à court de disponibilités cet été.



Malgré le tassement de la collecte européenne, le marché de la poudre maigre ne devrait guère évoluer dans les prochains mois. La Commission européenne poursuivra sa politique de déstockage pour contenir les cours et ainsi indirectement contenir le prix du lait à la production.

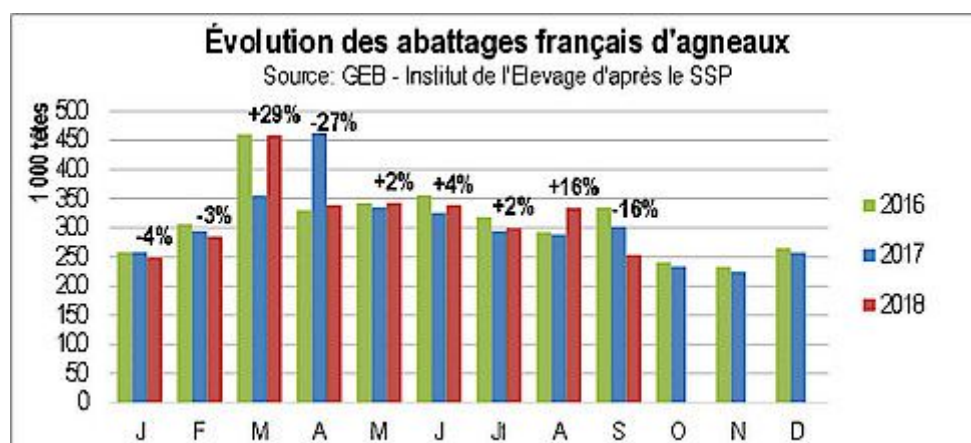
Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

FRANCE : Un marché compliqué, notamment pour l'agneau « standard »

Le manque de consommation et le recul des prix à l'import pèsent sur le cours de l'agneau français.

Chute de la production française en septembre

Après un bond en août, lié à l'avancement de la date de l'Aïd-El-Kébir (du 1^{er} septembre en 2017 au 21 août en 2018), les abattages français d'agneaux ont fortement reculé en septembre (-16% /2017 à 254 000 têtes), alors que les abattages d'ovins adultes diminuaient de 1% (à 46 700 têtes). Suite à la sécheresse de l'été, les poids moyens de carcasse étaient par ailleurs en repli (-3% /2017 à 18,5 kg pour les agneaux ; -1% à 25,8 kg pour les ovins adultes). Au total, la production française de viande ovine a ainsi chuté de 16% en septembre, à 5 900 téc.

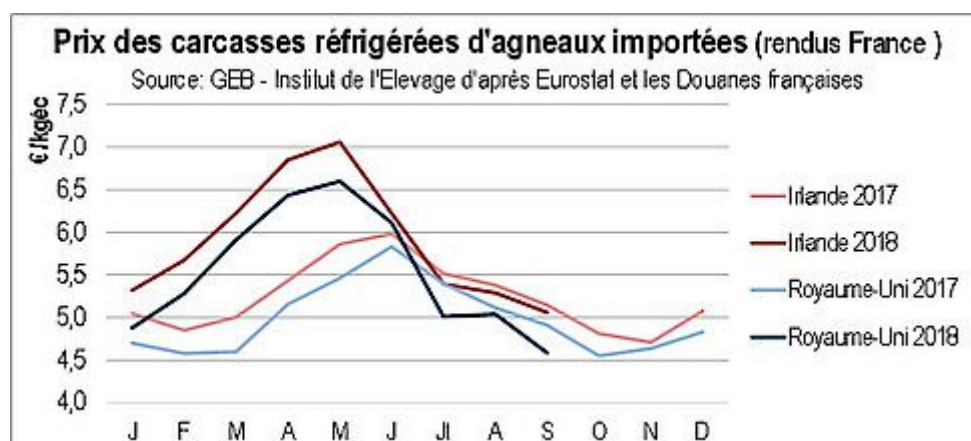


En cumul sur août et septembre 2018, le recul n'est toutefois que de 1% par rapport à la même période de 2017.

Les importations de viande ovine se sont également fortement repliées

À 7 100 téc en septembre, les importations françaises de viande ovine ont diminué de 9% par rapport à l'année précédente. La baisse concernait toutes les provenances : -11% depuis le Royaume-Uni à 3 500 téc, -7% depuis l'Irlande à 1 600 téc, -4% depuis la Nouvelle-Zélande à 1 000 téc et -12% depuis l'Espagne à 600 téc.

Les prix à l'import étaient toutefois en recul par rapport à 2017, accentuant la pression exercée par ces importations sur le cours de l'agneau français : à respectivement 5,1 et 4,6 €/kg, les prix des carcasses d'agneaux réfrigérées importées d'Irlande et du Royaume-Uni étaient notamment inférieurs de 2% et 7% à leurs niveaux de 2017.

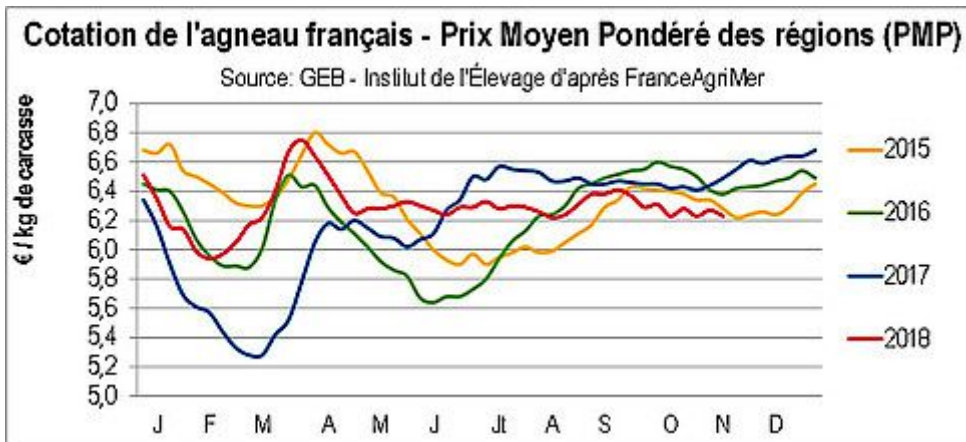


La consommation française continue de s'éroder

Avec des abattages français stables sur 9 mois (à 64 000 téc), des importations de viande ovine réduites de 2% par rapport à 2017 (à 67 000 téc) et des exportations dynamiques (+6% à 7 100 téc), la baisse de la consommation française de viande ovine calculée par bilan se poursuit (-2% /2017 en cumul de janvier à septembre). Cette évolution est confirmée par les données issues du panel Kantar : sur la période allant du 25 décembre 2017 au 7 octobre 2018, les achats de viande ovine par les ménages français ont diminué de 6% par rapport à l'année précédente.

Le cours de l'agneau plafonne

Le recul de la consommation française de viande ovine et les prix relativement bas à l'import pèsent sur le marché de l'agneau français, notamment pour ce qui concerne l'agneau « standard » non démarqué, en concurrence directe avec la viande ovine importée. À 6,23 €/kg de carcasse début novembre, le Prix Moyen Pondéré des régions calculé par FranceAgriMer était ainsi inférieur de 26 centimes (-4%) à sa valeur de 2017, et de 15 centimes (-2%) à celle de 2016.



Groupes Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

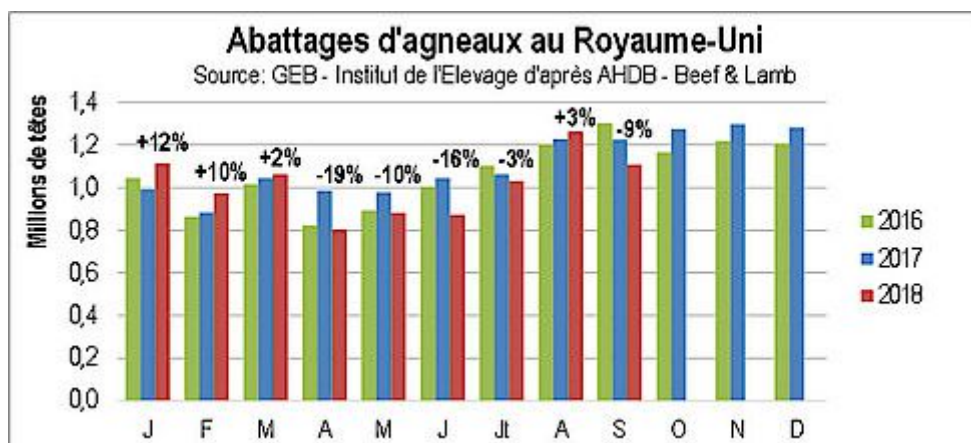
ROYAUME-UNI : Des perspectives encore incertaines pour 2019

Alors que la production britannique de viande ovine est attendue en baisse fin 2018 et début 2019, le niveau des envois vers l'UE dépendra des modalités du « Brexit ».

Des abattages en net repli

Suite aux mauvaises conditions climatiques au moment des agnelages (fin d'hiver - début de printemps), les naissances d'agneaux ont fortement reculé cette année au Royaume-Uni. D'après AHDB - Beef & Lamb, près d'1 million d'agneaux de moins de un an auraient ainsi été élevés sur la saison, limitant les disponibilités à 17 millions dans les élevages britanniques. Conséquence directe de cette baisse, les abattages affichent d'importants reculs depuis le mois d'avril (hors pic du mois d'août lié au décalage des festivités de l'Aïd).

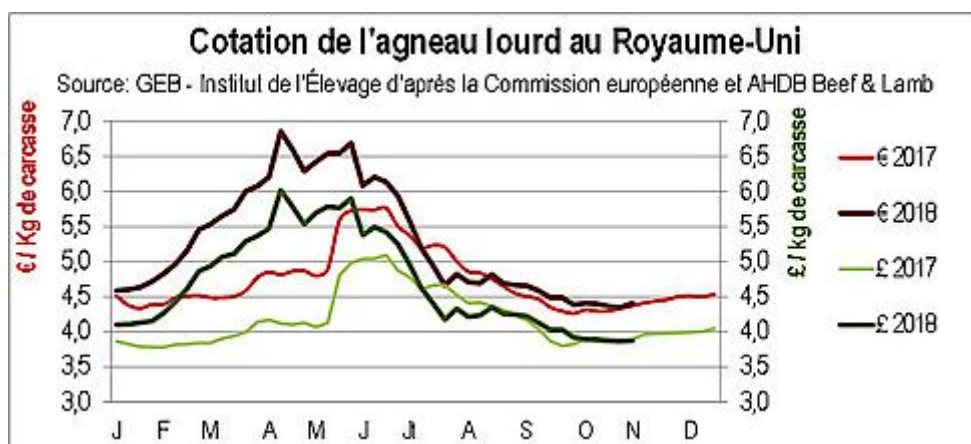
À 1,1 million de têtes en septembre, les sorties d'agneaux britanniques ont ainsi chuté de 9% par rapport à l'année précédente. Les abattages d'ovins adultes étaient également en repli (-9% /2017 à 129 000 téc) et au total, la production britannique de viande ovine a diminué de 8%, à 24 700 téc.



En cumul de janvier à septembre, le recul de la production britannique n'est toutefois que de 4% par rapport à 2017, la hausse des reports d'abattages d'agneaux en début d'année ayant en partie compensé la chute des sorties observée depuis avril.

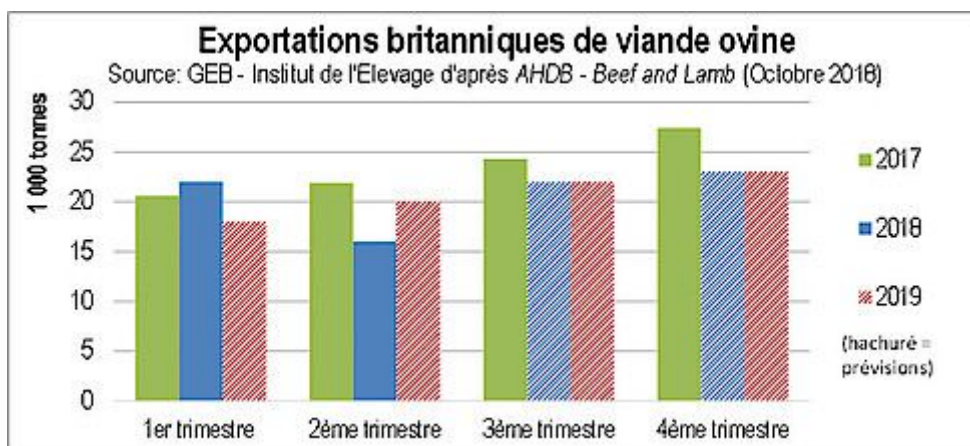
Les cours de l'agneau restent proches de leurs niveaux de 2017

À 3,87 £/kg de carcasse début novembre, la cotation de l'agneau britannique était légèrement inférieure (-0,5%) à sa valeur de 2017. Elle affichait toutefois une hausse en euros (+1% à 4,41 €/kg de carcasse) en raison de l'appréciation de la livre par rapport à la monnaie européenne.



Recul attendu des exportations fin 2018 et début 2019

D'après les dernières prévisions publiées par AHDB - Beef & Lamb, la baisse des naissances d'agneaux sur la campagne devrait continuer à pénaliser les exportations britanniques de viande ovine fin 2018 et début 2019.



Conséquence du taux de mortalité élevé des brebis au moment des agnelages et de la diminution des stocks de fourrages suite à la sécheresse estivale, le cheptel reproducteur britannique est en outre attendu en baisse fin 2018 (-3% à 14,5 millions de têtes).

Ces prévisions se basent toutefois sur l'hypothèse d'un maintien des conditions actuelles d'échange entre le Royaume-Uni et l'Union européenne à 27. Or, un « *Brexit dur* » pourrait changer la donne...

Encore des incertitudes autour du « *Brexit* »

Alors que la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne est prévue le 29 mars prochain à minuit, les négociations pour un accord de retrait patinent depuis plusieurs mois. Principal point d'achoppement : la frontière entre les deux Irlande. L'Union européenne veut en effet à tout prix éviter le retour d'une frontière « dure » entre l'Irlande du Nord et la République d'Irlande, afin de préserver les accords de paix de 1998 (qui faisaient suite à 40 ans de guerre civile en Irlande du Nord).

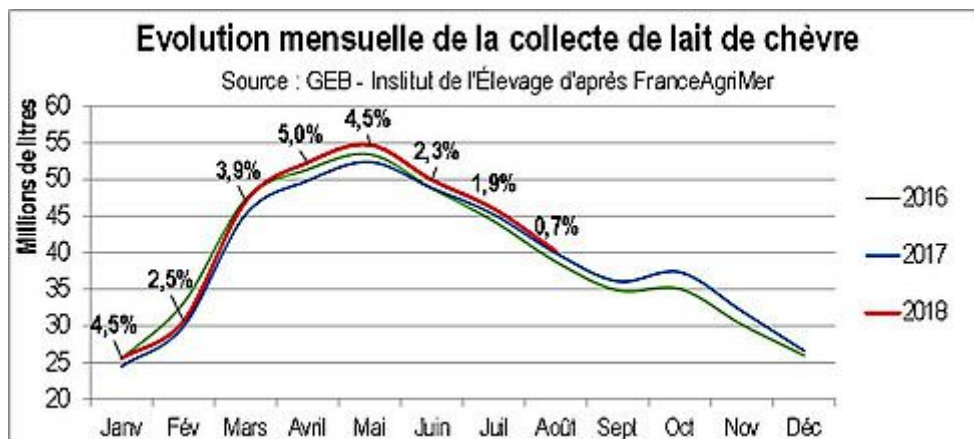
Après 23 mois d'intenses négociations, Londres et Bruxelles ont toutefois annoncé être parvenus à un accord, le mardi 13 novembre 2018, impliquant le maintien du Royaume-Uni, pour un temps au moins, dans l'union douanière européenne. Si cette option permettrait au Royaume-Uni de continuer à échanger librement avec l'UE à 27, elle l'empêcherait en revanche de développer une politique commerciale autonome (négociation d'accords de libre-échange) et l'obligerait à s'aligner pendant encore un temps sur les normes sociales et environnementales européennes, ce qui ne satisfait pas les partisans d'un « *Brexit dur* ». Bien que la Première Ministre Britannique Theresa May ait obtenu le feu vert de ses Ministres pour l'accord, elle doit donc encore convaincre son Parlement pour qu'il le ratifie avant fin mars 2019.

Si le spectre d'une absence d'accord, qui conduirait au rétablissement des frontières et des droits de douanes entre le Royaume-Uni et l'UE à 27, paraît moins probable, tous les obstacles ne sont ainsi pas encore levés. Dans le cas de la viande ovine, un « *no deal* » entraînerait une forte baisse de la compétitivité des viandes britanniques sur le marché français, en raison de droits de douanes élevés, ce qui pourrait conduire à la chute des importations françaises. Pour rappel, la viande britannique couvre aujourd'hui un quart de la consommation française de viande ovine.

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

La croissance de la collecte marque le pas

Impactée par les conditions climatiques, la collecte de lait de chèvre a marqué le pas cet été. Simultanément, les fabrications ont été plus dynamiques et les importations se sont repliées en août, permettant de bien maîtriser les stocks de produits de report.



Le ralentissement de la collecte se confirme

A près de 347 millions de litres de janvier à août, la collecte de lait de chèvre a été très dynamique depuis le début de l'année, avec près de 10,5 millions de litres supplémentaires (+3% /217). Néanmoins, après avoir bondi sur le 1^{er} semestre, avec des hausses de 3 à 5% entre janvier et mai, elle montre des signes de ralentissement : elle a progressé de seulement 2% en juin et juillet et de moins de 1% en août. Les températures élevées et la sécheresse estivale ont impacté les lactations et devraient limiter la progression des volumes sur le dernier quadrimestre. Selon nos prévisions, ce ralentissement de fin d'année devrait finalement limiter la progression annuelle à près de 2%. Cette évolution constitue cependant un signal encourageant après 4 années de stagnation. Régionalement, la progression cumulée sur 8 mois a été plus contenue en Nouvelle-Aquitaine (+1,5% /2017), 1^{er} bassin de production avec près de 46% de la collecte nationale. Elle a été en revanche très dynamique dans les autres régions : 5% en Pays-de-la-Loire (19% de la collecte nationale) et en Occitanie (13% du total) et même de 7% dans le Centre-Val-de-Loire.

Un approvisionnement record

Les importations de produits de report caprin ont reflué de près de 6% en août, à près de 10 millions de litres. Mais malgré ce reflux, elles ont atteint près de 90 millions de litres, soit près de 7,5 millions de litres supplémentaires sur 8 mois (+9% /2017). Ainsi, boosté à la fois par la collecte et les importations, l'approvisionnement total des transformateurs français a bondi de près de 4%, à 437 millions de litres (+4% / 2017), 2% au-dessus du précédent record de 2011.

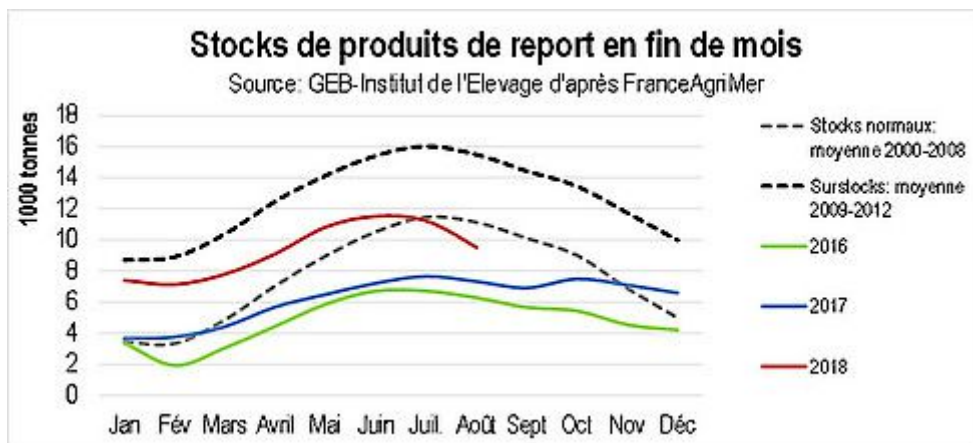


Des fabrications mieux orientées pendant l'été

Après avoir patiné entre mars et mai, les fabrications de fromages de chèvre ont retrouvé une dynamique haussière pendant l'été. Elles ont progressé de 1% en juin, de 9% en juillet et ont été stabilisées au mois d'août. En cumul sur huit mois, elles ont ainsi atteint 58 800 tonnes, soit une progression de près de 1,3% par rapport à 2017, dans la tendance moyenne connue sur la dernière décennie. Leur progression est guidée par le bond des fabrications de bûches et de bûchettes affinées (+3% /2017), qui représentent près de 60% du total. En revanche, les fromages frais (22% des fabrications totales) sont à la peine, avec un recul de près de 6% /2017. Sur les segments des laits conditionnés et ultra-frais de chèvre, les fabrications ont poursuivi leur bonne dynamique. Un peu plus de 10 millions de litres ont été embouteillées fin août, soit une progression de 2%, toujours positive bien qu'en-deçà du rythme des années précédentes. La production de yaourts au lait de chèvre a pour sa part bondi de près de 20% /2017, à 8 100 tonnes. Pour autant, ces produits n'absorbent que 4,5% du lait de chèvre transformé par les industriels français.

Des stocks encore bien maîtrisés

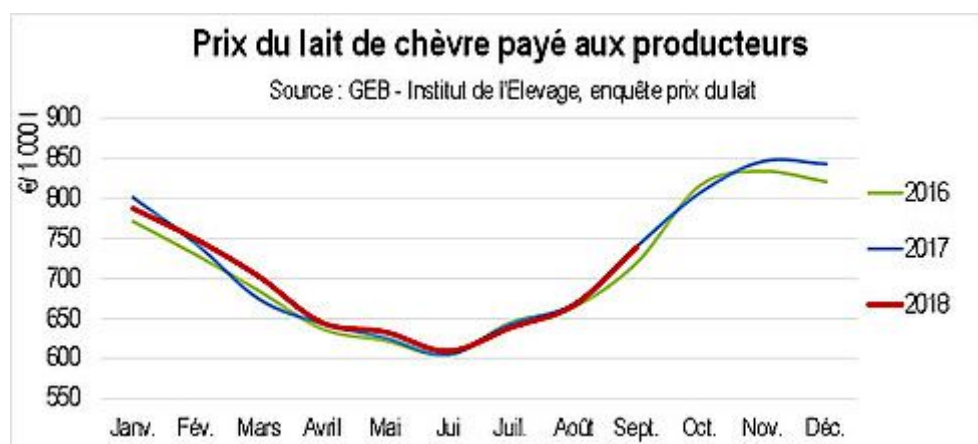
Si la croissance cumulée des fabrications de fromages reste somme toute modeste, leur rebond estival et le repli des importations en août (-6% /2017) ont permis de contenir la hausse des stocks de produits de reports. Certes, ils sont restés 30% supérieurs au niveau très bas de 2017. Mais, à 9 500 tonnes de caillé de report fin août, ils se sont contractés de près 1 700 tonnes d'un mois sur l'autre (-15% par rapport à juillet). En outre, ils sont inférieurs de 14% au niveau moyen « normal » connu entre 2000 et 2008, et de près de 38% au niveau très excédentaire connu pendant la crise des sur-stocks (2009-2012). La baisse saisonnière de la collecte devrait aboutir à une réduction encore plus marquée des stocks sur la seconde partie de l'année. D'autant que la collecte espagnole de lait de chèvre est aussi orientée à la baisse depuis l'été, ce qui devrait limiter les disponibilités pour l'exportation de produits de reports à destination de la France.



Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

Le prix du lait plafonne, les charges en élevage progressent

Le prix de base du lait de chèvre est resté remarquablement stable au 3^{ème} trimestre, mais la dégradation de la composition a pénalisé le prix du lait payé aux livreurs. Simultanément, la hausse des charges en élevage devrait impacter les résultats des élevages caprins sur la fin de l'année.



Un prix de base remarquablement stable

Le prix de base du lait de chèvre (de composition standard 35MG / 30MP en vigueur au 1^{er} janvier 2015) s'est établi à 660 € les 1 000 litres au 3^{ème} trimestre 2018. Il est resté remarquablement stable par rapport à 2017 et plafonne depuis 2016, après une progression quasi-continue depuis 2013. Régionalement, il a connu des évolutions marginales, avec une légère progression dans le Centre (+3 €) et le Centre-Ouest (+2 €), à l'inverse un léger repli dans le Sud-Ouest (-3 €). Comme depuis le début de l'année, la région Sud-Est enregistre un repli plus marqué, de près de 8 euros.

Une dégradation marquée des taux...

Impactée par des fourrages de mauvaise qualité, la sécheresse estivale et les fortes températures, la composition du lait de chèvre s'est nettement dégradée au 3^{ème} trimestre. A 34,4 g/l, le taux butyreux (TB) a perdu près de 0,2 g/l, alors qu'il avait progressé respectivement de 0,6 g/l et de 0,5 g/l aux 1^{er} et 2^{ème} trimestres. Le taux protéique (TP), stable depuis le début de l'année, a pour sa part chuté de près de 0,5 g/l. La baisse des taux a touché tous les bassins de production, de façon relativement homogène pour le TP, mais plus contrastée pour le TB. La région Centre a perdu près de 0,4 g/l de TB, contre 0,2 g/l dans le Centre-Ouest et le Sud-Ouest et même un maintien dans le Sud-Est.

...qui pénalise le prix du lait payé aux livreurs

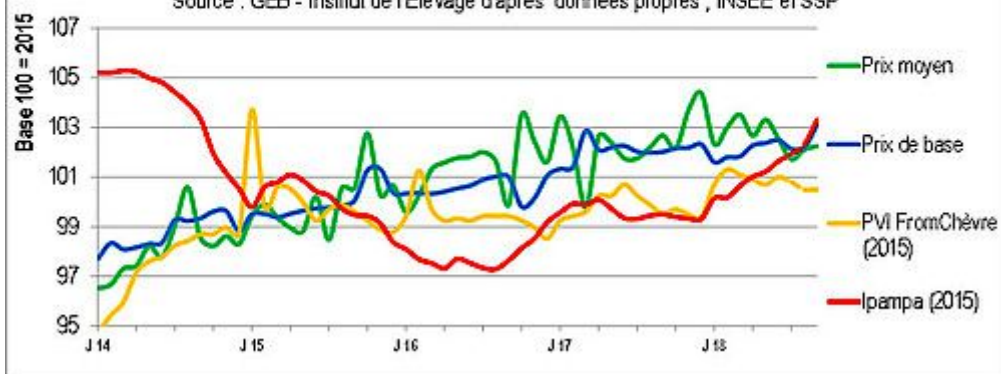
A 675 € les 1 000 litres au 3^{ème} trimestre, le prix du lait de chèvre payé aux livreurs a perdu 5 € /2017 (-1%). Cette baisse est exclusivement imputable à la dégradation de la composition du lait de chèvre. Régionalement, le repli du prix du lait a été plus important dans le Centre-Ouest (-6 €) et le Centre (-5 €), intermédiaire dans le Sud-Est (-3 €) et finalement assez limité dans le Sud-Ouest (-1 €). Le Centre, région qui bénéficie d'une part importante de production sous AOP, a affiché un prix du lait plus élevé, de 701 € les 1 000 litres, soit respectivement 6% et 3% de plus que dans le Centre-Ouest et le Sud-Ouest. Le prix du lait a en revanche été le plus faible dans le Sud-Est, région dans laquelle la saisonnalité est la plus marquée.

La hausse des charges en élevage s'accélère

Amorcée mi-2016, la hausse des charges en élevage caprin s'est très nettement accélérée au 3^{ème} trimestre. A l'indice 102,5 (base 100 = 2015), l'IPAMPA lait de chèvre a bondi de près de 3% par rapport au 3^{ème} trimestre 2017 et de 5% par rapport à 2016. L'ensemble des postes de dépenses évolue à la hausse, mais ce sont les prix de l'énergie et des engrais qui ont le plus progressé, respectivement de +19% et +9%. Cette tendance haussière devrait encore s'accélérer en fin de l'année, d'autant que le prix de l'aliment acheté (principal poste de dépense), relativement stable jusqu'ici, a amorcé son envolée en septembre (+2,5% /2017) et devrait impacter le résultat des éleveurs de chèvre sur la fin de l'année.

Evolution mensuelle des indices du prix du lait de chèvre, des prix industriels et de l'IPAMPA

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après données propres, INSEE et SSP



Groupement Economique du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

La filière laitière en Nouvelle-Zélande rattrapée par les exigences de durabilité ?



La filière laitière néo-zélandaise s'est dès l'origine focalisée sur l'export, qui absorbe plus de 95% de sa production. Elle s'est considérablement développée, en particulièrement ces 20 dernières années. Profitant de la demande globale croissante, elle a fourni à elle seule 45% des volumes de lait supplémentaires échangés dans le monde entre 2010 et 2017.

Une production laitière multipliée par 2 en 15 ans

Cette augmentation est due en premier lieu à une nette augmentation des surfaces et du cheptel laitiers au détriment de l'élevage allaitant (ovin et bovin), principalement dans l'île du Sud via l'usage massif de l'irrigation. Les éleveurs ont profité des atouts fonciers et pédoclimatiques indéniables du pays pour le pâturage, mais ils ont aussi sensiblement intensifié la production via le recours à davantage de complémentation alimentaire, notamment depuis 2007. La ruée vers l'or blanc a ainsi provoqué un renchérissement du foncier, une augmentation de l'endettement et un alourdissement des coûts de production. Les exploitations ont encore des marges de progrès mais ne sont pas à l'abri d'un risque de bulle financière, même si les banques nationales continueront à tout faire pour l'éviter, comme en 2015-2016.

Restructurée sous l'impulsion du Gouvernement en 2001, sous la menace d'un panel à l'OMC contre le monopole d'État à l'export (*NZ Dairy Board*) la transformation laitière demeure extrêmement concentrée : Fonterra, principale coopérative laitière, collecte et transforme plus de 80% des volumes de lait du pays. À l'image de Friesland Campina aux Pays-Bas, elle donne le « la » à l'ensemble de la filière, même si ses concurrents privés se développent à grand renfort de capitaux asiatiques.

Compte tenu de la forte saisonnalité de la production et de l'orientation export, l'essentiel de la production est transformé en commodités laitières, au 1er rang desquelles figurent les poudres grasses. Mix produit peu différencié et massification ont été les clefs du développement rapide et compétitif de la filière. Mais la volatilité extrême sur le marché des commodités et les évolutions anticipées de la demande, notamment chinoise, incitent les transformateurs à s'orienter vers les produits à plus forte valeur ajoutée, notamment pour la restauration (*Food service*).

Un impact important sur l'environnement

Le développement rapide de la production laitière a impacté l'environnement : la qualité de l'eau en particulier se dégrade en lien avec l'augmentation du lessivage de l'azote dans les zones laitières. La disponibilité en eau, les émissions de gaz à effet de serre, le bien-être animal sont de plus en plus débattus par les associations et les pouvoirs publics. La filière laitière est pointée du doigt sur ces questions. Elle doit répondre aux nouvelles réglementations mises en œuvre au niveau régional, retrouver la confiance des citoyens et défendre une image *clean and green* auprès de ses clients internationaux. De nouvelles contraintes pèsent donc sur les possibilités de développement des exploitations et leurs coûts de production...

La croissance laitière devrait ainsi sensiblement ralentir sur la prochaine décennie. Pour autant, Fonterra a réaffirmé son ambition de profiter d'une demande mondiale toujours croissante, misant sur un développement de son approvisionnement hors de Nouvelle-Zélande.

[Acheter le dossier au format électronique](#)

[Acheter la brochure](#)

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Elevage)